

La Révolution Prolétarienne

REVUE FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

1917-2017

Dans ce numéro:

**Le rêve égalitaire chez les
paysans de Huesca, 1936-1938**

P. Pagès



**Mutations des sociétés et
médiations des sports**

J. Demorgon



**Extraits de la correspondance
de Raymond Lavigne**

J. Chuzeville



Misère du « subversivisme »

F. Gomez



Roms prolétaires...

G. Walusinski



**Lettre d'Amérique :
Après Charlottesville**

D. Ball

La Révolution Prolétarienne
Directeur : Stéphane JULIEN
6 rue des mûriers, 14930 Eterville

Équipe revue : Pascal B., Stéphane Julien,
Jean-Kely Paulhan, Louis Sarlin.

Éditée par :

Les Amis de la Révolution Prolétarienne
Trimestriel. Abonnement : 23 euros
Commission paritaire n° 0321 G 87832
contact : redactionrp@gmail.com

Le centenaire de la Révolution russe de 1917 est presque un exercice impossible, entre les catéchismes des uns et des autres et la difficulté, tant de temps après, de séparer l'événement du régime qui en est issu. 1917 fut un immense espoir après trois ans d'une guerre atroce, un espoir que partagèrent les fondateurs de notre revue. Mais « Tout le pouvoir aux soviets » s'avéra vite très relatif et se transforma en une dictature criminelle. Lorsque Robert Guihéneuf (alias «Yvon») rentra de Russie, *La RP* publia en brochure *Ce qu'est devenue la Révolution russe**, qui décrivait concrètement la dégradation inouïe des conditions de vie des ouvriers russes et la formation d'une couche bureaucratique. Esprit révolutionnaire devenu capitalisme d'État, le régime « soviétique » a présenté une vision falsifiée du socialisme à des générations de travailleurs. Cela n'a pas été sans conséquences. Lorsque l'URSS s'est effondrée, le capitalisme a été montré comme un horizon indépassable, et les non-staliniens ont été eux aussi victimes de cette décrédibilisation des alternatives économiques. Même la crise de la social-démocratie européenne lui doit probablement un peu. Seule la Chine fait perdurer aujourd'hui un capitalisme d'État prétendument « socialiste » alors que l'exploitation d'une classe ouvrière privée de syndicats libres s'y conjugue à l'absence de libertés publiques.

Les nouvelles générations n'ont pas fini de s'en dépêtrer. L'héritage culturel du stalinisme, c'est notamment l'idée que la classe ouvrière n'est pas capable de s'émanciper par elle-même, qu'elle doit déléguer à un Parti de « révolutionnaires professionnels » et à un État. Lorsque l'État « soviétique » n'est plus là, l'idée de cette incapacité reste et l'on cherche ici ou là un drapeau « anti-impérialiste », de préférence anti-américain. Le bilan complet du stalinisme reste à faire.

Stéphane JULIEN

* Cette brochure, numérisée, est téléchargeable sur notre blog à <https://revolutionproletarienne.files.wordpress.com/2015/10/brochurep1936.pdf>

Pour le maintien du CHSCT

Nous en appelons à la vigilance et à l'action de tous les salariés et de leurs représentants du personnel, pour le maintien d'une prévention efficace !

« *L'entreprise ne peut plus être le lieu du bruit des machines et du silence des hommes* ». Ainsi s'exprimait Jean Auroux, alors ministre du Travail, créant en 1982 le **Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT)**. Cette instance devait – enfin – permettre aux représentants du personnel de discuter, à égalité avec leur employeur, de tout ce qui concernait le travail. La France choisissait là une voie de sagesse, s'appuyant sur la prévention et l'échange plutôt que sur la contrainte.

Depuis 35 ans, le CHSCT s'est révélé une instance de plus en plus essentielle, promoteur de santé et de qualité de vie au travail. Sur toutes les questions qui relèvent de son champ d'action, elle donne la parole aux acteurs, et aux experts si besoin. Elle favorise un traitement efficace des grandes crises, des grands changements et mutations, et améliore les conditions de travail quotidiennes des salariés. Des milliers d'élus spécialisés, de mieux en mieux formés, s'y impliquent. Les salariés comme l'entreprise en sortent toujours vainqueurs.

Pourquoi, dès l'aube de ce nouveau quinquennat, le CHSCT se voit-il ainsi mis sur la sellette ? On parle de le fusionner avec le comité d'entreprise et les délégués du personnel. On envisage de créer pour toutes les entreprises une instance unique, comme c'est déjà le cas dans celles de moins de 300 salariés où peut exister la délégation unique du personnel (DUP) regroupant CE, DP et CHSCT. On généraliserait cette instance à l'ensemble des entreprises, et on la rendrait obligatoire.

On craint de deviner l'objectif premier : réaliser des économies de fonctionnement considérables. Mais au plan symbolique, s'attaquer clairement, et par voie d'ordonnances, au socle du dialogue social le plus concret, sur le terrain réel, celui de la santé, marque, nous le dénonçons, une volonté de régression violente et radicale.

Nous affirmons avec gravité et solennité que cette instance ne peut et ne doit pas disparaître !

Supprimer le CHSCT ramènera à la situation d'avant. L'instance unique ne permettait alors aucune expression ni aucun contrôle des conditions de travail. Autre danger pour les salariés, cela éradiquerait la jurisprudence protectrice et spécifique qui s'y attache.

Depuis 2007, tous les gouvernements ont voulu bouleverser les règles du jeu dans l'entreprise. On a prétendu mettre le dialogue social au premier plan.

Ce fut surtout pour renforcer la compétitivité par la modération des coûts, notamment salariaux. Dans la même période, les thèmes des risques psychosociaux, de l'épuisement professionnel ont pris place dans l'actualité sociale et politique. Tandis que les transformations s'accélérent, les conditions de travail sont mises à mal, de vraies violences sociales existent, qui aboutissent à des drames.

Le CHSCT est un lieu de régulation et de prévention, un point d'équilibre vital. Alors qu'il faudrait faire marcher en harmonie l'économique et le social, on se prépare à sacrifier le second pour le bien « possible » du premier.

Sans doute le CHSCT doit-il lui aussi évoluer. Les transformations du travail réel, notamment la révolution numérique qui touche tous les secteurs de l'économie sans exception, lui fixent de nouveaux objectifs.

Pour autant, il faut confirmer l'existence d'au moins deux instances de représentation distinctes, même si elles devront rester étroitement liées. L'une aura mission d'examiner les fondamentaux de la santé économique de l'entreprise, sa compétitivité "coûts". L'autre devra renforcer sa performance sociale et sa compétitivité "hors coûts". Cette séparation s'impose d'autant plus que les compétences nécessaires pour y siéger sont profondément différentes. Toute entreprise ne possède-t-elle pas deux directions distinctes, l'une « financière », l'autre des « ressources humaines » ?

Le gouvernement doit entendre cette interrogation sur le sens du travail, née des mutations récentes. Il doit pour cela préserver l'institution consacrée aux conditions de travail d'une fusion portée par des convictions dogmatiques qui lui serait fatale. Ne pas sacrifier le travail et les salariés sur l'autel de la simplification du Code du travail.

Afin de nous opposer ensemble à la disparition programmée du CHSCT comme instance distincte telle qu'inscrite dans le projet de loi d'habilitation, nous vous invitons à signer la pétition : Soyez les plus nombreux possible, c'est ainsi que nous nous ferons entendre, et partagez !

Liste des premiers signataires et signature en ligne:
<https://www.change.org/p/ministère-du-travail-pour-le-maintien-du-chsct>

Dernière minute:

Iran: Libérez Reza Shahabi et Esmail Abdi !

https://www.labourstartcampaigns.net/show_campaign.cgi?c=3542&src=mm

Lénine et le contrôle ouvrier en 1917

Extrait de *Les bolcheviks et le contrôle ouvrier*, par Maurice Brinton, brochure du groupe *Solidarity* traduite en français dans *Autogestion et socialisme* (sept.-déc. 1973). La brochure complète est disponible sur internet à <https://bataillesocialiste.files.wordpress.com/2017/07/brinton-les-bolcheviks-et-le-contrc3b4le-ouvrier.pdf>.

1^{er} octobre 1917: Publication de « Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir? » de Lénine. Ce texte contient certains passages qui facilitent la compréhension des événements ultérieurs.

« Quand nous disons: « contrôle ouvrier », ce mot d'ordre étant toujours *accompagné* de celui de la dictature du prolétariat, le *suivant* toujours, nous expliquons par là de quel État il s'agit (...). [S]'il s'agit de l'État prolétarien, le contrôle ouvrier *peut* devenir le *recensement* (souligné par Lénine, M.B.) national, général, universel, le plus minutieux et le plus scrupuleux de la production de de la répartition des produits. »

Dans le même texte Lénine définit le type « d'appareil socialiste » (ou le cadre) dans lequel s'exercera la fonction de recensement (le contrôle ouvrier).

« *Sans les grandes banques, le socialisme serait irréalisable.* Les grandes banques constituent « l'appareil d'État » dont nous *avons besoin* pour réaliser le socialisme et que nous *prenons tout prêt* au capitalisme; notre seule tâche est alors de *retrancher* de cet excellent appareil d'État ce qui en fait *un monstre capitaliste*, de le *renforcer encore*, de le rendre plus démocratique, plus universel (...). Une banque d'État, unique, vaste parmi les plus vastes, qui aurait des succursales dans chaque canton, auprès de chaque usine, voilà déjà les neuf dixièmes de l'appareil socialiste. »

Selon Lénine, ce type d'appareil devra permettre une « *comptabilité* à l'échelle nationale de la production et de la répartition des produits » et serait « quelque chose, pourrions-nous dire, comme la *charpente* de la société socialiste ». (C'est Lénine qui souligne).

Qu'il soit important d'enregistrer de façon exacte les données économiques, nul ne songera à le nier. Mais l'assimilation pure et simple chez Lénine du contrôle ouvrier, dans un « État ouvrier », au « recensement » (c'est-à-dire à la vérification de l'exécution de décisions déjà prises par d'autres) est tout à fait révélatrice. Nous ne trouverons pas un texte de Lénine qui identifie le contrôle ouvrier à la participation aux décisions fondamentales (c'est-à-dire à l'*initiative* de

ces décisions) concernant la production (volume de production, mode de fabrication, « coût » économique et social). Dans d'autres écrits de la même période, Lénine répète inlassablement que l'une des fonctions du contrôle ouvrier, c'est d'empêcher le sabotage des grands bureaucrates et fonctionnaires.

« Quant aux cadres supérieurs (...) force sera de les traiter « avec rigueur », tout comme les capitalistes. Tout comme les capitalistes, ils résisteront (...). On réussira peut-être, grâce au contrôle ouvrier (sur les capitalistes) à rendre toute résistance impossible. » (Lénine, *Œuvres choisies*, Moscou, t. 2, pp. 482-484)

Pour Lénine, l'idée du « contrôle ouvrier » (comme moyen d'éviter le lock-out), ainsi que la demande, maintes fois présentée d' « ouverture des livres de compte » (comme moyen d'éviter le sabotage économique), étaient inséparables de la situation historique du moment et de *celle des mois qui allaient suivre la révolution*. Il envisageait une période pendant laquelle, dans un État ouvrier, la bourgeoisie pourrait conserver la propriété formelle et la gestion effective de la plus grande partie de la production. Le nouvel État, d'après Lénine, ne serait pas capable d'assurer immédiatement la bonne marche de l'industrie. Il y aurait donc une période de transition pendant laquelle il faudrait contraindre les capitalistes à coopérer avec le nouveau pouvoir. Le « contrôle ouvrier » n'était que l'instrument de cette contrainte.

10 octobre:

Quatrième Conférence des Comités d'Usine de Pétrograd et de ses environs. La question principale à l'ordre du jour était la convocation de la première Conférence panrusse des Comités d'usine.

13 octobre:

Goloss Trouda réclame un « contrôle ouvrier total sur toutes les activités de l'usine, un contrôle réel et non fictif, contrôle de réglementation du travail, de l'embauche, et du licenciement, des horaires, des salaires et des méthodes de fabrication ». Soviets et Comités d'usine surgissent partout, à une vitesse incroyable. Ce développement tient au caractère absolument radical des problèmes auxquels devait faire face la classe ouvrière. Les Soviets et les Comités, infiniment plus près des réalités de la vie quotidienne que les syndicats, sauront être des porte-parole beaucoup plus efficaces des aspirations fondamentales des masses. Une propagande intensive pour

les idées libertaires fut menée pendant toute cette période. « Pas un seul journal ne fut saisi, pas un seul tract, texte ou livre ne fut confisqué, pas un seul rassemblement ou meeting de masse interdit (...) À vrai dire, le Gouvernement était tout disposé à utiliser la manière forte contre les anarchistes et les bolcheviks à ce moment-là. Kerenski menaça à diverses reprises de « cautériser la plaie au fer rouge ». Mais le Gouvernement était sans pouvoir: la révolution battait son plein »^[1]. Comme nous l'avons déjà signalé, les bolcheviks, pendant cette phase, soutenaient encore les Comités d'usine. Ils y voyaient « le bélier qui portait des coups au capitalisme (...), organisations (...) du combat de classe créés par le prolétariat chez lui, sur son terrain, dès le début de la lutte »^[2]. Ils voyaient aussi dans le mot d'ordre du « contrôle ouvrier » un moyen de saper l'influence des mencheviks dans les syndicats. Mais les bolcheviks se voyaient « entraînés par un mouvement qui par certains côtés les embarrassait fort, mais qu'ils ne pouvaient faire autrement que soutenir, car c'était une des forces motrices de la révolution »^[3]. Au milieu de l'année 1917, le soutien des bolcheviks aux Comités d'usine avait pris de telles dimensions que les mencheviks en vinrent à les accuser d'« abandonner » le marxisme et de défendre des positions anarchistes. « En fait, écrit Deutscher, Lénine et ses camarades restaient fermement attachés à la conception marxiste de l'État centralisé.

Leur objectif immédiat n'était pas d'organiser la dictature centralisée du prolétariat, mais de décentraliser autant que possible l'État bourgeois et l'économie bourgeoise, car il s'agissait là d'une condition nécessaire du succès de la Révolution. Or dans le domaine économique, les Comités d'usine, organes créés sur les lieux mêmes de travail, étaient des instruments de subversion beaucoup plus puissants et efficaces que les syndicats. Ceux-ci furent donc relégués au second plan... » ^[4]. On ne saurait dire de façon plus nette et précise pourquoi les bolcheviks, pendant cette phase, apportèrent leur soutien à l'idée du contrôle ouvrier et à son expression organisationnelle, les Comités d'usine. Aujourd'hui, seule la pure et simple ignorance – ou la ferme volonté de se tromper soi-même – peut permettre encore à certains de croire ou de feindre de croire que le pouvoir ouvrier dans la production ait jamais été l'un des principes ou des objectifs fondamentaux du bolchevisme.

Maurice BRINTON

Notes:

[1] G. P. Maximoff, *Syndicalists in the Russian Revolution*, « Direct Action » pamphlet N°11, p. 6.

[2] A. Pankratova, *Fabzavkomy Rossii v borbe za sotsialisticheskuyu fabriku*, Moscou, 1923, p. 5

[3] E. H. Carr, *The Bolshevik Revolution, 1917-1923*, Penguin ed., vol. 2, p. 80.

[4] I. Deutscher, *Soviet Trade Unions*, Royal Institute of International Affairs, London, 1950., pp. 15-16



Alfred Rosmer, futur co-fondateur de *La R.P.*, aux funérailles de Kropotkine en 1921

Le rêve égalitaire chez les paysans de Huesca, 1936-1938

Nous reproduisons ici avec l'accord gracieux de l'éditeur, la conclusion du livre de Pelai Pagès, *Le Rêve égalitaire chez les paysans de Huesca 1936-1938* (Noir & Rouge, 2016), consacré à l'expérience collectiviste dans les campagnes aragonaises à partir de juillet 1936. À partir d'une documentation inédite, il évoque les efforts de ces paysans ordinaires pour imaginer de nouvelles manières de travailler en commun au beau milieu d'une guerre civile.

L'expérience des collectivités agraires aragonaises fut brève, dix-huit mois dans le meilleur des cas. Elle eut lieu de plus dans le cadre d'une guerre dont le front de combat était très proche et conditionnait énormément toute l'activité économique. Par ailleurs, une fraction de la société aragonaise et de la classe politique de l'Espagne républicaine était contraire aux transformations économiques, sociales et politiques en cours. Tous ces facteurs, et sûrement quelques autres, sont indispensables pour comprendre et jauger un phénomène à la fois aussi simple et aussi complexe que les collectivités aragonaises.

J'ai écrit ailleurs que, d'un point de vue idéologique, il est très facile de les jeter aux orties de l'histoire et de les taxer d'expérimentation non seulement violente et menaçante mais aussi puérile et naïve, aussi facile que d'en faire éternellement l'apologie et de n'y voir rien de moins que le paradis terrestre de l'égalité et de la fraternité. Je suis conscient de citer ici les deux jugements extrêmes portés sur les collectivités. Et conscient aussi du fait que l'historiographie existante présente bien d'autres nuances. Cela dit, il est évident que l'expérience reflète la volonté de changement qui existait dans la société rurale aragonaise, et espagnole plus généralement, après une période républicaine – celle de la République du 14 avril – pleine de désillusions. Il faut rappeler que la réforme agraire lancée par la République pendant ses deux premières années d'existence s'était achevée par un échec total qui, de plus, avait fourni des arguments à la droite et à un *caciquisme* profondément enraciné dans les campagnes espagnoles, en renforçant un secteur réactionnaire qui échauffa encore plus les esprits des paysans. Paysans qui, de surcroît, vivaient depuis des lustres à la limite de la survie, soumis à la violence structurelle d'un système de propriété totalement injuste, imposé tout au long du XIX^e siècle, quand, à la suite des sécularisations, ils furent expulsés des terres qu'ils travaillaient et qu'en outre, on

imposa dans les campagnes les nouvelles relations capitalistes et le nouveau système de propriété fondé sur le capitalisme.

Dans ces conditions, quand les paysans, surtout ceux de ces zones de grandes propriétés terriennes, virent la possibilité d'un changement radical, ils saisirent l'occasion aux cheveux. En un sens, on peut indéniablement arguer du fait que les collectivités furent imposées par une idéologie donnée et, dans le cas de l'Aragon, les milices anarchistes originaires de Catalogne eurent un poids déterminant, mais, [...] l'improvisation fut très relative : il s'agissait de lancer un projet de société dont les lignes générales avaient été formulées depuis longtemps. Les paysans collectivistes savaient ce qu'ils voulaient et savaient aussi que la vieille consigne selon laquelle « la terre appartient à qui la travaille » répondait à une nécessité qui n'était envisageable que depuis une perspective commune et collective.

On essaya donc de mettre en œuvre le « rêve égalitaire », l'utopie communiste au sens générique du terme, par conviction, par volonté de fraternité [...] et par nécessité historique. Cependant, il est tout aussi évident que les anarchistes renoncèrent à imposer le communisme libertaire pour obtenir la collaboration et la participation au projet collectif de l'ensemble des forces antifascistes. Il est vrai aussi que les socialistes de l'UGT y participèrent intensément en Aragon, même si, comme il a été souvent souligné, il y eut des problèmes dans les relations entre la CNT et l'UGT de la région. Toutefois, comme c'est toujours le cas, les problèmes étaient davantage le fait des directions que des bases militantes : en réalité, les cas de collaboration fraternelle entre les deux syndicats ne manquèrent pas.



Assurément, face aux collectivistes apparaissaient presque invariablement les individualistes, les partisans de travailler la terre à titre individuel ou familial. Et s'il est vrai, par ailleurs, qu'il y eut des moments où les relations entre la CNT et l'UGT furent tendues, la collaboration mutuelle finit aussi par s'imposer. Le « rêve égalitaire » passait aussi par l'acceptation des différences entre les différents secteurs de la paysannerie. En Aragon, comme en Catalogne, les localités où prédominait la petite propriété furent réticentes à la collectivité. Traditionnellement, le petit paysan a toujours traîné les pieds quand il s'est agi de mettre en commun sa terre et a tendu à l'individualisme. Au début de la guerre, l'hégémonie anarchiste obligea beaucoup de paysans à entrer contre leur gré dans la collectivité mais ils purent la quitter plus tard.

Par ailleurs, comme l'ont souligné certains historiens, les collectivisations agricoles furent l'alternative productive à la campagne au début de la guerre. Comme ce fut le cas pour la Catalogne industrielle, quand le conflit éclata, beaucoup de propriétaires avaient fui ou avaient été assassinés, ce qui fait que, de même qu'à Barcelone les ouvriers de l'industrie furent chargés de mettre en route la production industrielle après le déclenchement de la guerre, les paysans de l'ensemble de l'Aragon eurent la responsabilité de rendre productifs des champs qui, à coup sûr, auraient difficilement été travaillés sans leur initiative. Le travail dans les collectivités fut fondamental pour que la zone républicaine eût les produits nécessaires à sa subsistance, même si cela était très souvent précaire. Nous avons constaté que, même dans les localités rurales, il y eut des problèmes de ravitaillement concernant les produits de première nécessité. Cependant, cela s'explique par les conditions de la guerre et par le fait que la plus grande partie du territoire céréalier espagnol s'était retrouvé sous le contrôle du camp de l'armée putschiste. Et malgré tout, les démonstrations de solidarité de la part des paysans aragonais envers le front de Madrid furent nombreuses. Madrid finit par devenir, pour les paysans aragonais comme pour nombre d'autres Espagnols, un symbole de la solidarité.

Il y eut, assurément, des violences. Je dois, à ce stade, rappeler que la plus grande violence – la mère de toutes les violences qui purent avoir lieu pendant la guerre – fut causée par le coup d'État militaire qui déclencha la guerre. À ce stade, je ne prétends pas justifier quoi que ce soit mais expliquer historiquement comment une « société normale » devint du jour au lendemain une « société violente ». Beaucoup de citoyens pacifiques devinrent violents quand les bases morales de la société où se développaient leurs règles de cohabitation furent bouleversées par la guerre. Tout d'un coup, l'entente disparut et il se produisit des situations difficiles à expliquer dans des condi-

tions normales. On assassina des propriétaires, assurément, on confisqua des terres par la force, du bétail, des propriétés de toute sorte, de l'argent. Et tout cela se fit avec violence. Cependant – et j'insiste, sans vouloir justifier quoi que ce soit, rien que par souci d'expliquer les raisons historiques –, je veux rappeler à ce sujet que l'historien australien George Rudé mit en évidence il y a des années que la violence avait été pendant des siècles l'apanage exclusif des classes dominantes et qu'en Espagne, jusqu'au début du XX^e siècle, la peine de mort était un spectacle public¹.

Finalement, le sujet des collectivités aragonaises, tel qu'il apparaît dans la documentation que nous avons utilisée, fut une tentative volontariste, sérieuse et consciente de construire une société plus juste, plus fraternelle et plus égalitaire. Les débats dont nous avons successivement rendu compte, les résolutions adoptées au fil des jours, répondaient à cette volonté. Il est vrai que des erreurs furent commises, qui parfois s'avèrent être davantage des preuves flagrantes de naïveté, il est vrai qu'il fallut avoir recours à des formes de commerce – comme l'échange de produits ou troc – qui souvent nous ramenaient à d'autres époques de l'histoire. Et, qu'en tant qu'entreprise économique, ce fut un échec.

Tout cela est vrai. Mais si nous tenons compte du cadre hostile dans lequel les collectivités naquirent, de la courte durée de l'expérience et des nombreux problèmes qu'elles durent affronter, il est même surprenant qu'elles aient survécu jusqu'en mars 1938. Je n'aurai de cesse d'insister sur ce point, cela ne peut s'expliquer que par la volonté persistante et sans faille d'hommes et de femmes qui ne voulaient pas laisser passer la chance d'améliorer leur avenir. Un avenir qu'ils n'envisageaient que par l'abolition, à jamais, de l'exploitation de l'homme par l'homme, en imposant une société où tous les hommes fussent égaux, où la fraternité s'imposât par-dessus toute autre considération et où la justice fût la même pour tous les êtres humains. En définitive, les paysans de Huesca, comme ceux de l'ensemble de l'Aragon et du reste de l'Espagne républicaine, avaient aussi le droit de réaliser le « rêve égalitaire » et c'est ce qu'ils essayèrent de faire quand la guerre éclata, en menant une vraie révolution économique et sociale.

Pelai PAGÈS

(Traduit de l'espagnol par Monica Jornet)

Note:

1. La peine de mort commença à être appliquée à huis clos, à l'intérieur des prisons, à la suite de ladite « loi Pulido », promulguée le 9 avril 1900. La loi établissait textuellement « la peine de mort s'exécutera par le moyen du garrot, en journée, dans un endroit adéquat de la prison où se trouvera le condamné, et dix-huit heures après que lui aura été communiquée l'heure prévue pour l'exécution, qui n'aura pas lieu les jours de fête religieuse ou nationale » (*Gaceta de Madrid*, 10 avril 1900).

Extraits de la correspondance de Raymond Lavigne

Raymond Lavigne (1851-1930) est passé à la postérité comme étant le militant qui a proposé en 1889 l'instauration de la journée mondiale de lutte du 1^{er} mai¹. Il fut ouvrier puis employé à Bordeaux, adhérent du Parti ouvrier (dit « guesdiste »), secrétaire de la Fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs ouvriers, délégué aux congrès de l'Internationale en 1889, 1891 et 1896, secrétaire de la fédération socialiste-collectiviste de Gironde, et rédacteur du journal socialiste *La Question sociale*. Adhérent de la CGT et du Parti socialiste SFIO au début des années 1900, il quittera ensuite progressivement le militantisme actif.

Lavigne a correspondu avec Wilhelm Liebknecht, figure du mouvement révolutionnaire socialiste en Allemagne, de 1888 jusqu'à la mort de ce dernier en 1900². Nous publions quelques extraits significatifs de cette correspondance – les réponses de W. Liebknecht ont par contre malheureusement disparu.

J.C.

◆
Lettre du 15 novembre 1888, relative à l'organisation en France du congrès international ouvrier qui se tiendra en juillet 1889 à Paris :

« Cher citoyen !

En son temps nous avons reçu votre lettre du 25 octobre par laquelle vous nous invitiez à vous donner notre concours pour l'organisation du Congrès International de Suisse en automne 1889. Nous ne disons pas non, car il faut que nous soyons tous disposés à marcher avec ensemble si nous voulons arriver pratiquement au but commun. [*Lavigne argumente ensuite en faveur de Paris comme lieu du congrès*]. Nous voulons vous inviter en conséquence, vous et les démocrates socialistes allemands, nos frères de condition et d'aspiration, à assister au Congrès de Paris et à nous accorder votre concours en vue de sa parfaite préparation. [...]

En terminant, laissez-nous vous dire que nous sommes ici de sincères & fermes socialistes, ne connaissant plus les divisions de frontières ni de races, et que, précisément par opposition à nos patriotes-chauvins-idiots, nous nous proclamons hautement et en toutes occasions frères, amis et solidaires des socialistes allemands.

Agréez, cher citoyen, notre salut révolutionnaire. »

Lettre du 21 novembre 1888, sur le même sujet :

« [...] Actuellement, il ne s'agit pas de ménager telles ou telles susceptibilités ou situations, il est nécessaire de fournir à tous les socialistes du monde l'occasion d'organiser enfin & solidement le parti socialiste international. [...]

Toutes mes amitiés pour vous et vos camarades, et vive la Révolution sociale émancipatrice universelle. »

◆

Lettre du 12 février 1891, à la suite de la nouvelle que les socialistes d'Allemagne n'organiseraient la manifestation du « 1^{er} mai » que le dimanche 3 mai :

« [...] Il faudra pourtant à un moment donné que la question se pose ainsi :

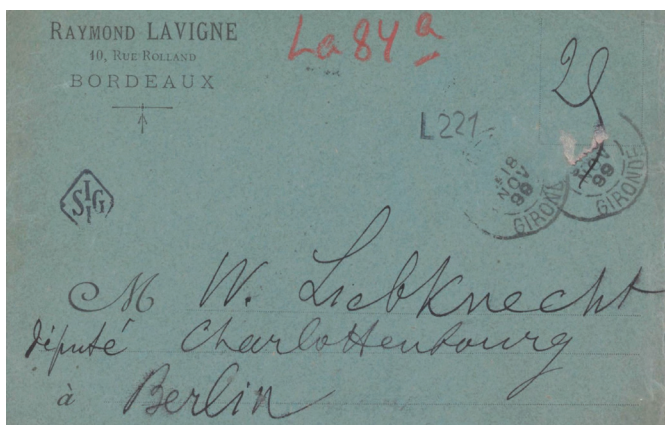
- Oui ou non, y a-t-il nécessité d'une action socialiste internationale ?

- Si oui, est-il possible d'admettre que telle ou telle nation puisse déroger aux décisions des congrès internationaux ?

Ici il ne saurait y avoir aucun doute : toujours (de quelque manière qu'on s'y prenne par rapport aux conditions locales) il faut que partout simultanément les décisions de nos congrès internationaux soient exécutées ponctuellement et non pas facultativement.

Dans le cas actuel, la manifestation ou fête de travail du 1^{er} mai, qui doit devenir historique, n'aura de réelle portée que quand elle se fera partout le 1^{er} et non pas le 2, 3, ou autre jour. [...]

Cher citoyen, j'ai tenu à vous faire part de cette fidèle traduction de notre état d'esprit ici, car, à mesure que s'internationalisent de plus en plus l'idée et l'action socialistes, on doit se tenir réciproquement au courant parce qu'il ne faut plus se cantonner dans un point de vue national. Il faut bien se préoccuper de ceci : c'est que nos actes principaux ont une réper-



cussion universelle et que nous devons les surveiller à ce point de vue.

Votre ami dévoué

R. Lavigne »



Lettre du 6 juin 1891, à propos de déclarations patriotiques du député SPD Vollmar :

« [...] La note patriotique de M. de Wolmar [sic], si elle était commune au parti socialiste allemand en général, serait bien malheureuse pour le socialisme international ! [...]

Nous, en France, socialistes marxistes, nous sommes socialistes avant tout, nous voulons ignorer s'il y a des Allemands & des Français dans le monde, nous ne voyons qu'un prolétariat universel à émanciper & pour lequel il faut lutter contre la classe capitaliste sans distinction de nationalités, de religions ou de races. Au cours de cette lutte, il y a eu et il peut survenir des « accidents » étrangers à cette lutte des classes. C'est en vue de ces accidents que nous pouvons étudier ensemble comment nous pourrions traverser du mieux possible ces éventualités par rapport aux intérêts du socialisme. C'est de l'empirisme, uniquement. Mais s'il devait s'y mêler des questions de sentimentalisme patriotique, de haines ou d'antipathies nationales, alors nous n'en sommes plus, considérant que ce serait trahir la cause à laquelle nous avons voué tout notre être.

Mon cher citoyen & coreligionnaire, ne croyez-vous pas qu'il serait utile, avant le Congrès de Bruxelles [de l'Internationale], de faire paraître quelque chose pour dissiper toutes les appréhensions et remettre les esprits dans la bonne voie ?

Je vous le demande très franchement, si vous voulez me répondre quelques mots en ce sens pour publier dans *La Question Sociale* qui est lue partout en France par nos amis les principaux socialistes ? Ou bien de me répondre confidentiellement, si tel est

votre désir (& je suis un homme d'honneur qui sait garder les confidences) ?

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, mon cher citoyen, mes fraternelles salutations socialistes révolutionnaires. »



Lettre du 7 août 1899, à propos des divisions entre courants socialistes en France :

« [...] Les travailleurs, en France comme ailleurs, doivent aimer avant tout leur égalité et leur dignité. [...] Est-ce que ce n'est pas se ravalier, s'humilier, pour un prolétariat, pour une classe ouvrière, que d'attendre tout salut, que de mettre toutes ses espérances en quelques hommes providentiels auxquels on ne sait demander que de vouloir bien accepter des adulations & des protestations de dévouement aveugle ! [...]

Pas d'aristocratie chez nous ! A bas les hommes supérieurs s'ils veulent imposer leur supériorité comme un dogme, s'ils violent l'égalité humaine au point de s'affranchir de ce qu'ils conseillent à la masse du peuple de subir.

Amitiés

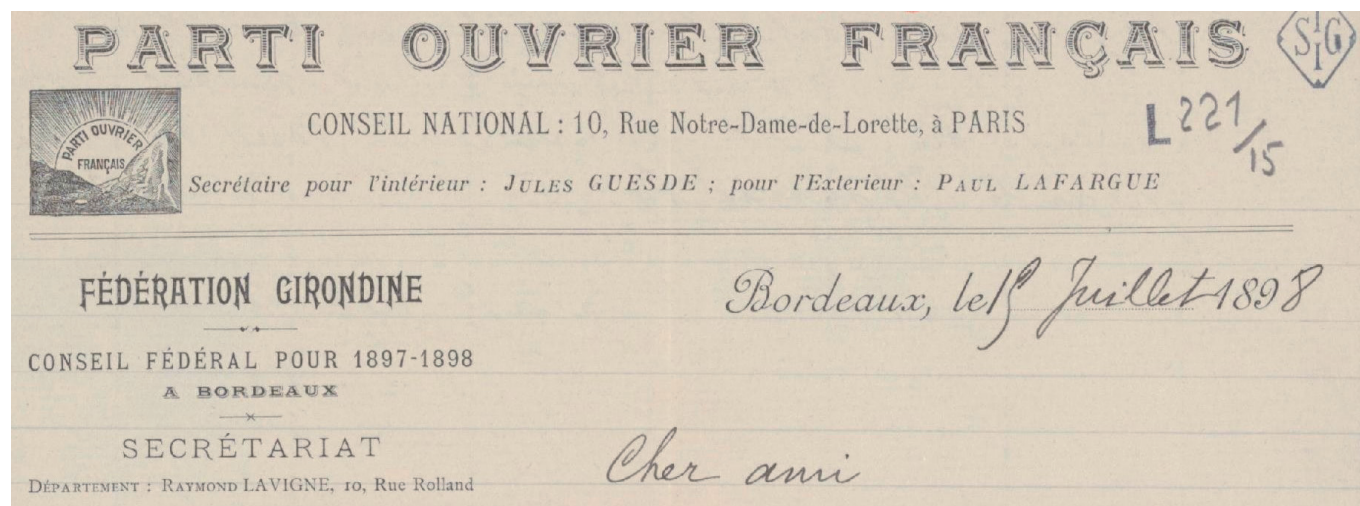
R. Lavigne »



Notes:

1. Même si les prémices de cette journée annuelle sont antérieures : voir Maurice Dommanget, *Histoire du premier mai*, Le Mot et le reste, 2006.
2. Archives Wilhelm Liebknecht de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam (IISG), fonds 824, dossier 221.

(Textes collectés, présentés et annotés par Julien CHUZÉVILLE)



La 28



La QUESTION SOCIALE

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'AGGLOMÉRATION BORDELAISE
DU PARTI SOCIALISTE-COLLECTIVISTE

L 221/6

Bordeaux, le 12 février 1891

au Citoyen Liebknecht

La nouvelle que le comité des
Députés socialistes a décidé de fêter
la manifestation internationale
le 3 mai au lieu du 1^{er} mai, a
produit un effet déplorable ici.

L'opinion la plus répandue en
France c'est que, de tous les partis
socialistes du monde, le parti
soc. allemand est le plus fort,
le mieux organisé, le mieux
discipliné pour exécuter les
décisions des Congrès.

Or, c'est précisément en
Allemagne, et probablement
en Allemagne seulement que
l'on ne fera pas la manifestation
à la date fixe du 1^{er} mai!

Du cahier rotatif (à la mode 1912) au référentiel bondissant

René Bazin (1853-1932), classé parmi les « *romanciers sociaux à thèses catholiques et réactionnaires* » n'est plus lu ; il est souvent cité pour *La Terre qui meurt*, roman exaltant la vie aux champs.

En 1912, il publie *Davidée Birot*, où il s'attaque, cette fois, au sectarisme de l'école primaire laïque, obligatoire et gratuite, qui prétend remplacer la catholicisme par une morale étroite, creuse et désespérante ; l'héroïne de l'histoire, Davidée, est une jeune institutrice publique adjointe, au centre d'un scandale qu'elle a déclenché bien malgré elle, parce qu'elle s'est rendue aux obsèques d'une élève avec un beau livre de messe (reçu pour sa communion) et qu'elle a échangé quelques mots en public avec le curé du village.

Je passe sur les détails de l'intrigue, racontée avec talent bien que la démonstration de l'auteur pèse lourdement ; il veut faire éclater sa vérité : l'idéal laïc recouvre un océan d'hypocrisie et de carriérisme cynique, Davidée revendique seulement le droit de se poser des questions et de mener sa vie personnelle, spirituelle, sans avoir à en rendre compte à une hiérarchie. La directrice de l'école obtient la visite d'un inspecteur, chargé de ramener dans le droit chemin la brebis laïque égarée, et c'est là qu'intervient une petite scène, qui rachète à mes yeux une œuvre dont je n'appréciais jusque-là que l'aspect documentaire. Au-delà de souvenirs très lointains de mon enfance, elle a fait surgir un moment fort du film de Bertrand Tavernier, *Ça commence aujourd'hui* (1999).

Dans le roman de Bazin, l'inspecteur, avant d'entrer « dans le dur » avec la jeune adjointe, multiplie les gestes, les mimiques, les remarques qui mettent en valeur son pouvoir. Avant même qu'il pénètre en majesté dans sa classe, il fait comprendre, par sa voix « scandante et déclamante, et pour qui un seul auditeur c'est déjà la forum », que l'autorité incarnée par lui a pris possession des lieux. Les cloisons de l'école sont minces et Davidée, en train de dicter « à voix ménagée », guettant « le mouvement du bouton de cuivre de la serrure », entend, après un éloge de la mémoire (« *l'une des joies de la vie ! – Oui, monsieur l'inspecteur !* »), le monologue suivant : « *Montrez-moi le cahier rotatif des devoirs quotidiens... Vous ne savez pas ce que c'est ? Je le comprends. Je vous excuse. J'avais proposé ce nom-là au ministre de l'Instruction publique, que je connais beaucoup, pour désigner ce que vous nommez peut-être le cahier de classe, ou le cahier de roulement. Moi, j'avais trouvé rotatif, un mot qui vibre ! Rotatif ajoutait au sens ; rotatif faisait image ; rotatif était de mon cru... Le ministre m'a dit,*

depuis : « Je le regrette. » Merci, mademoiselle. C'est bien cela. »

Le film de Tavernier semble n'avoir qu'un point commun avec Davidée Birot : son héros, interprété par Philippe Torreton, est lui aussi un instituteur qui exaspère son inspecteur et les autorités en général. Beaucoup plus sûr de lui que l'adjointe débutante dans le roman de Bazin, homme mûr, ayant une solide expérience de son métier dans une maternelle de quartier en difficulté, enraciné dans son Nord, revendicatif, porteur d'une histoire ouvrière, c'est une « grande gueule » dont l'administration se méfie.

Pas de vagues, surtout pas de vagues !

Comme il est impossible de prendre en défaut sa pratique professionnelle, l'inspecteur, au cours de l'entretien qui suit l'observation de sa conduite de classe proprement dite, commence par dire à son subordonné qu'il fait bien son travail. Difficile de l'accabler parce qu'il le fait trop bien, comme Davidée Birot, dans la mesure où lui aussi se préoccupe de ce que vivent ses élèves avant et après la classe, ce qui implique toujours des risques.

Après cette brève démonstration de « générosité » (Vous êtes exaspérant et vous exposez – c'est-à-dire nous exposez – trop, mais nous savons reconnaître votre mérite), l'inspecteur passe à l'attaque ; il se livre alors à une démolition toute théorique du comportement de l'instituteur et de l'organisation de sa classe : recours à un vocabulaire de plus en plus spécialisé, référence à des recherches pédagogiques de haut niveau dont l'évidence s'imposerait à tous, rafales de noms supposés prestigieux dont l'autorité ne saurait être mise en doute. À ce stade, l'objectif est d'empêcher tout dialogue, d'humilier l'interlocuteur ; une fois ce dernier « sonné », on lui rappelle qu'il existe plusieurs types d'avancement dans la carrière et que le rebelle a malheureusement opté pour le moins avantageux.

Tavernier, que j'admire, est aussi un cinéaste « à thèse », clairement engagé à l'extrême gauche. Tout l'oppose, bien sûr, à René Bazin, partisan d'une France catholique et monarchiste.

Tous deux ont mis en évidence que l'emploi d'un certain vocabulaire, le recours à des « références », aux arguments d'autorité sont les armes de l'abus de pouvoir quand il craint de se voir dénoncé. Tous deux nous rappellent que la liberté a un prix, toujours, même au sein d'une fonction publique au statut protecteur.

Jean-Kely PAULHAN

Mutations des sociétés et médiations des sports

Avec l'histoire. Des Grecs à la mondialisation

« Combien il me fut long et difficile de comprendre que l'histoire pouvait se déployer comme un art de la pensée. »

P. Boucheron, *Ce que peut l'histoire*.

« Le but serait de transposer la science dans le champ de la culture... »

N. Dittmar, *Simondon et le devenir*

Avant propos. Les sports des polémiques médiatiques aux compréhensions historiques

Les polémiques médiatiques concernant les sports sont compréhensibles mais dans l'impasse car elles se répètent semblables au long des décennies. Les sports, « divins » pour les uns, sont « démoniaques » pour les autres. Cet article voudrait introduire les vérités de l'histoire. Si nous savons les lire et les comprendre, elles s'imposent avec insistance sur des siècles.

Le nom des Jeux olympiques se réfère directement à l'univers religieux puisque l'Olympe était pour les Grecs le lieu même du séjour des dieux. Les compétitions sportives supposaient à l'origine une soumission commune aux lois divines, aux prescriptions morales et aux règles des « Jeux ». Certes, à l'époque déjà, les dévoiements ont aussi fini par l'emporter.

L'histoire montre que des jeux plus ou moins sportifs existent partout mais ce ne sont pas toujours des sports de compétition définis et pratiqués comme tels. Par exemple ceux-ci ont été interdits dès le quatrième siècle dans l'Empire romain d'Orient sous l'influence des religieux chrétiens. Ils n'ont pas été davantage soutenus dans le reste de l'Europe chrétienne. Ils ne sont réapparus en Angleterre qu'avec la modernité économique et informationnelle concurrentielle et se sont étendus en Europe et dans le monde.

Être pour ou contre les sports peut se comprendre dans les deux cas. Cela ne fait que signer l'ambivalence humaine. Il est ridicule de ne pas se rendre compte que ce que l'on dit de bien ou de mal des sports peut et même doit l'être tout autant du religieux, du politique, de l'économie et de l'information, selon l'orientation que la majorité des humains leur donnent à tel ou tel moment de l'histoire. Comme la langue d'Ésope, toutes les activités humaines peuvent être la meilleure ou la pire des choses selon.

La collusion des sports avec la politique est constante par le biais du prestige qu'ils apportent aux nations victorieuses. Leur collusion avec la religion l'est tout autant : « la grand-messe du sport », « les dieux du

stade ». Avec l'économie, parlons-en ! Les sommes liées aux transferts des joueurs occupent les médias de longs instants (« l'argent du foot »). De multiples autres retombées sont évidentes. Même l'information est concernée, y compris scientifique avec le match entre les progrès successifs des dopages et le retard des contrôles. Partout est dans le sport. Le sport est partout.

Au lieu de polémiquer à côté de la plaque en se demandant « le sport est-il bon, est-il méchant ? », alors qu'il n'est que comme tout le reste, demandons-nous quelle société et quels sports nous voulons. Car ils iront toujours ensemble ! Ils peuvent être compétitifs mais tout autrement encore. Fortifions d'abord nos pensées en comprenant la profondeur sociétale à laquelle se tient la culture sportive inventée et réinventée. Seule l'histoire fonctionnelle des sociétés peut le montrer.

1./ Changement de forme de société et invention de régulations culturelles

Sur de nombreux plans, le changement de « forme sociétale » (3^e figure de l'humain, Demorgon, 2015) est toujours problématique. Le passage d'une forme de société, hier dominante, à une forme de société qui le devient, est toujours un moment difficile, dangereux de l'évolution humaine. Des habitus culturels se trouvent mis en cause, provoquant des blessures individuelles et collectives. Il faut réparer une blessure, inventer une compensation. De nouveaux habitus tentent d'y répondre. On peut parler de parades culturelles visant à empêcher que la nouvelle forme de société soit rejetée.

La culture est très loin d'être une simple coquetterie décorative, distractive, récréative. Elle est thérapeutique d'une souffrance dangereuse pour l'individu et la société. Elle peut souligner les pertes résultant d'un abandon de la tradition. Elle peut aussi se faire prémonition de tel ou tel danger de la nouvelle forme sociétale. Aucun fonctionnalisme, *a priori* ; aucun finalisme non plus. La culture s'invente de façon polysémique. En effet, elle est produite par la (dé) régulation des « actions, passions » de tous les acteurs (1^{ère} figure de l'humain), concernés par le changement de société.

Certes, des buts sont atteints mais ils le sont comme résultats de dialogiques en acte et en représentation. Celles-ci ont été clairement posées par Morin (2008) et Bajoit (2010) sous la tétrade systémique : contradiction, concurrence, conflit, complémentarité. Comme ces dialogiques ne s'arrêtent jamais, les

significations des inventions culturelles vont varier. La culture inventée ne cessera d'être l'objet d'évaluations positives ou négatives selon les stratégies en cours des uns et des autres. D'où sa polysémie. La culture sportive est tout à fait dans ce cas. Voyons-là sur trois mille ans.

2./ Passage de la tribu à la cité-Etat en Grèce : l'invention des Jeux Olympiques

À chaque fois, la culture sportive tente de répondre aux changements de formes sociétales. D'abord, de la tribu à la cité-Etat en Grèce. Ensuite du royaume à la nation marchande en Angleterre. Enfin, des nations modernes à la mondialisation économique dans la seconde moitié du 20^e siècle. Si cette culture du sport de compétition est apparue (-776) en Grèce lors du passage des tribus aux Cités-États le premier changement de la forme sociétale, elle n'en a pas moins disparu (376) pendant des siècles, du fait de tel de ses dévoiements mais surtout de son incompatibilité avec la forme de société alors dominante, celle d'une religion saturant par elle-même tout l'espace-temps.

À l'origine, le problème résulte d'une situation fréquente à l'époque tribale : la guerre entre tribus. Chaque tribu requiert un chef énergique et compétent pour l'emporter sur les autres. Pierre Clastres (2011, 1974) montre toutefois qu'après la victoire la tribu victorieuse a souvent des problèmes avec le chef car, pour lui, sa gloire doit l'accompagner encore en temps de paix. D'où son attente de se voir reconnu un certain pouvoir. À l'opposé, les membres de la tribu souhaitent plutôt être délivrés de son autorité (1^{ère} figure de régulation des « actions, passions »). Passant de la tribu au petit royaume, ou à la cité-Etat qui devait assurer l'ordre collectif en respectant les lois divines, les Grecs ont inventé des cérémonies religieuses en hommage aux dieux (2^e figure). Cérémonies diverses au cours desquelles des personnes compétentes peuvent mettre en évidence leurs performances, par exemple leurs exploits physiques. Les nécessaires soumissions et hommages aux dieux étaient clairement lisibles dans la dénomination même des Jeux Olympiques.

Ces compétitions offraient aux chefs, hier glorieux, la possibilité de maintenir leur gloire dans un autre domaine, voire de l'accroître ainsi. Dans certains cas, on allait jusqu'à leur élever des statues. Cette conversion d'énergie était sans risque pour la société. Elle lui était même éventuellement bénéfique comme à l'individu, indépendamment de la gloire. En effet, l'exercice sportif de haut-niveau était en lui-même un entraînement physique de qualité. Il pouvait ainsi de nouveau bénéficier à de nouvelles fonctions militaires, si elles s'avéraient nécessaires.

Au fil du temps, cette conjonction des fonctions

perdit son sens. D'une part, les Jeux Olympiques se dégradèrent. D'autre part, l'empire romain d'Orient, sous l'influence de l'Eglise catholique, finit par les interdire. Ils avaient duré plus d'un millénaire.

3./ Du royaume à la nation marchande. Retour en Angleterre du sport de compétition

Second passage historique d'une forme de société hier dominante à une autre : le passage en Grande-Bretagne du royaume à la nation marchande.

Dans le contexte royal de rivalité guerrière entre les États, le guerrier aristocratique connaît son identité sociale et ses fonctions militaires. Il sait les dangers qu'il doit affronter comme la gloire qui peut en résulter. Dans un contexte de réduction des guerres internationales, la conversion de ce guerrier aristocratique n'est pas évidente. Une partie des énergies et des violences habituellement mises en œuvre, peut se déployer dangereusement à l'intérieur de la société.

Le recours à des sports de compétition va permettre de régler deux problèmes en même temps. Le problème collectif d'une violence militaire qui ne correspond plus au nouveau rôle de l'aristocrate, celui économique de *gentleman-farmer*. Le problème, individuel, d'une perte par lui, de la gloire militaire, hier attendue et, en conséquence, la recherche du substitut qui manque (1^{ère} figure : régulation des « actions, passions »).

Elias (1994) a étudié cette transition difficile. Il écrit : « l'apparition du sport en Angleterre au cours du 18^e siècle fait partie intégrante de la pacification des classes supérieures anglaises... Les factions aristocratiques, potentiellement hostiles entre elles, furent unies par un code du comportement et de la sensibilité. Elles apprirent à se faire suffisamment confiance pour qu'un type d'affrontement non violent puisse se dérouler au Parlement ».

En s'excusant pour ses néologismes, Elias conclut : « La *parlementarisation* de la classe des propriétaires fonciers d'Angleterre eut ainsi son équivalent dans la *sportification* de leur passe-temps ».

Avec les anciens Grecs, il s'agissait de passer du héros tribal au soldat aristocratique (l'hoplite). L'athlète sportif favorise cette transformation. Avec les Britanniques, il s'agit de passer du guerrier aristocratique au producteur et négociateur économique et politique. Les jeux sportifs réglés strictement, telle la chasse au renard, épargnant même la vie des animaux les plus performants, favorisent la transformation de l'aristocrate et sa conversion au parlementarisme.

L'exercice sportif institué s'étendra aux aristocrates européens puis aux couches bourgeoises et populaires. Elle les habituera à faire primer, en acte, une concurrence dynamique propre à l'économie nationale marchande. Puis, nous allons le voir, à l'économie informationnelle mondiale. Les sports corrigent

un certain statisme hérité de la culture religieuse et politique d'hier. Et de même, ils corrigent un certain primat de la discipline militaire sur l'initiative économique.

4./ De la nation à la globalisation économique : le héros sportif globalisé

La troisième transition, plus proche de nous, est celle du passage du primat de la nation marchande industrielle en appui démocratique au primat d'une mondialisation planétaire.

Le national doit s'effacer devant le mondial. Le travailleur salarié, hier intégré quasi-familialement dans sa nation, la mère-patrie, est maintenant projeté dans la concurrence mondiale. Elle menace son emploi, son niveau de vie, voire toute vie décente et même sa santé.

En même temps, la mondialisation économique prétend offrir aux jeunes, doués, compétents et déterminés, l'accès à la compétition sportive, facteur vertigineux d'ascension sociale rapide. Dimension économique mondialisée et compétition sportive sont directement liées. En effet, à quelque niveau socio-économique qu'il soit, chaque jeune citoyen, national, peut en principe, grâce au sport, se projeter dans le mondial. La compétition sportive choisie lui offre le moyen de parvenir à un haut niveau de reconnaissance sociale et même de gloire et de fortune.

De la même façon, la mondialisation planétaire des sports tente de présenter une compensation, y compris nationaliste, à travers les victoires de chaque nation. Ces nations gardent la possibilité d'accéder à une forme de gloire au cours de compétitions internationales sportives, singulièrement lors des Jeux Olympiques.

Observons une variation entre ces trois moments – antique, moderne et post-moderne – de la suture que tente d'effectuer le sport de compétition, en ce qui concerne les blessures résultant du difficile passage des individus d'une forme de société à l'autre. Dans le cas antique, le chef victorieux est au sommet de sa forme tribale de société. Dans le cas moderne, il est au niveau médian supérieur, celui du chevalier. Dans le cas post-moderne, tous les statuts sociaux sont comme mis à égalité. Le sport de compétition, aujourd'hui, se fait même une gloire de promouvoir tout enfant du peuple, doué et persévérant. Les analyses précédentes montrent que le sport de compétition occupe une place médiatrice fondamentale dans la culture nécessaire au passage d'une forme de société à une autre. Nous n'insistons peut-être pas assez sur les deux versants de cette médiation. D'un côté, il y a certes des blessures à traiter mais, de l'autre, il y a un apprentissage à mettre en œuvre.

5./ National et mondial. De Coubertin : l'invention de Jeux Olympiques planétaires

L'invention du sport de compétition mondialisé revêt encore une fonctionnalité supplémentaire d'ordre

prémonitoire. Prémonition de la plus haute importance puisqu'elle propose les parades susceptibles d'éviter aux humains la voie dangereuse sur laquelle ils se trouvent. C'est tout à fait ce qui s'est produit avec Pierre de Coubertin. Et déjà même avant lui. En fait, dès 1792, apparaît en France une proposition de Jeux Olympiques. En 1797, des Grecs la reprennent. Un embryon d'épreuves aura lieu au Champ de Mars en 1799. Des découvertes archéologiques et des initiatives grecques contribuèrent à quelques manifestations au succès limité.

L'implication de Pierre de Coubertin va être décisive. Admirateur de la renaissance des sports en Grande-Bretagne, il est cependant inspiré par une perspective universelle. Selon lui, les valeurs du sport ne peuvent pas demeurer nationales. C'est ainsi qu'il propose d'emblée des « Jeux à l'échelle du monde... ouverts à tous, à tous les pays... à toutes les religions ». Un congrès historique pour le rétablissement des Jeux Olympiques se tient à la Sorbonne en 1894. La décision favorable est prise à l'unanimité.

Les premiers Jeux vont se tenir à Athènes en 1896, à Paris en 1900, à Saint-Louis en 1904, à Londres en 1908, à Stockholm en 1912. On ne peut manquer d'observer le caractère prémonitoire de ce surgissement de Jeux Olympiques modernes mondiaux, moins de deux décennies avant la Première Guerre mondiale. Les Jeux constituaient un incroyable défi éthique à la veille de cette guerre qui allait connaître des violences extrêmes.

Constatons l'exceptionnel engagement individuel de Pierre de Coubertin. Dans une transition dangereuse, où des sociétés aux formes opposées (empires et nations modernes) risquent de s'affronter en de violents combats, de Coubertin tente le geste éthique d'y substituer des Jeux Olympiques partagés. Le contraste est brutal entre la tragédie qui se prépare et l'idéal international mis en œuvre avec la tenue des Jeux (Grèce, France, États-Unis, Angleterre, Suède). Ce contraste parle d'autant plus que les Jeux Olympiques sont ensuite prévus en 1916 à Berlin. On sait ce qui arrive deux ans avant. La situation se présente à nouveau. En 1936, Berlin est encore choisi avant le triomphe politique d'Hitler. Les Jeux auront lieu. Et, là aussi, on le sait, en vain !

6./ Arts et avatars relationnels entre sports de compétition et grandes Activités

L'histoire fonctionnelle générale et singulière présente ici un avantage supplémentaire manifeste par rapport à l'histoire identitaire événementielle isolée. Comment ne sommes nous pas fatigués de ces affrontements sans fin entre les pourfendeurs du sport et ses thuriféraires ? Il en va de même en ce qui concerne religion, politique, économie, information elles aussi

honnies des uns, portées aux nues par d'autres.

L'histoire fonctionnelle n'est pas dans cette confusion. Elle distingue ce qui relève de la fonction inventée dans des contextes situationnels sociétaux originels et les déviations et perversions qui surviennent dans des contextes ensuite modifiés. Elle n'ignore pas la condition anthropologique humaine fondamentale selon laquelle, comme le dit magnifiquement G. Agamben (2002) : « l'homme est l'animal qui doit se reconnaître humain pour l'être ».

S'il ne reconnaît pas son destin singulier, de « néotène » en possibilité de relation à l'infini du monde, des autres et de lui-même, l'être humain cherche des absolus de puissance clés en main (Demorgon, 2016 : 4e partie. L'humain néotène). Il va s'en voir proposé de nombreux en religion, politique, économie, information. À vrai dire, toutes les figures de l'humain sont ensemble concernées par cette ambivalence propre à l'homme néotène. Il se situe entre la « quête d'infini » et la « soif d'absolu » tout en se révélant parfois en mesure de les articuler, de les composer.

Jeu, art, sport, entre autres, pourront toujours être rattrapés par tel absolu de sens, subordonné à telle puissance du temps : économique, médiatique, politique ou religieuse. Défendre ou accuser le sport n'a guère de sens si on ne se réfère pas à l'ambivalence des vouloirs humains qui prend le sport dans son oscillation. Positif pour les uns, négatif pour les autres, rares sont ceux, comme Elias et Dunning (1994), qui le situent dans l'infini allant de la violence extrême à la « violence maîtrisée ».

7./ Deux articulations à l'horizon : celle des contraires, celle des quatre activités

Ce texte portait tout autant sur le sport que sur l'histoire considérée comme « un art de la pensée » (Boucheron, 2016) mais aussi comme une science réintégrant dans le savoir la compréhension profonde des inventions culturelles (Dittmar, 2017). *A fortiori* quand elles se répètent à plusieurs reprises sur des millénaires comme c'est le cas des sports de compétition.

Deux grandes vérités restent encore cachées. Si le sport de compétition renaît constamment malgré les interdits souvent religieux et politiques, c'est qu'il répond à une dimension anthropologique irréductible, celle des antagonismes, tout autant à l'œuvre dans la nature. La raison en est qu'il reste toujours à comprendre que les antagonismes humains oscillent entre destructions et régulations inventives. Les sports de compétition sont un art de conjoindre les contraires (inégalité, égalité) et de plus de façon ludique, heureuse, individuelle et collective. Ils sont un modèle de régulation équilibrée. Certes on peut toujours les tirer vers l'un des deux pôles en exacerbant la vio-

lence (imitée, déployée) au lieu de la réguler (maîtrisée, cathartique) (Demorgon, 2016).

La seconde vérité est encore plus cachée. Au long des millénaires on a vu les sports de compétition en collusion avec telle ou telle grande activité sociétale comme d'abord la religion et la politique (la tenue des Jeux olympiques en Grèce suspendait les guerres entre les Cités-État). Aujourd'hui, la collusion avec l'économie et l'information s'impose de façon outrancière mais sans éliminer la collusion antérieure renouvelée avec la politique et religion. Dès lors les sports de compétition en établissant cette quadruple collusion entre religion, économie, politique et information (même si c'est pour le pire) nous habituent à considérer que leur rapprochement est possible et pourrait aussi s'opérer pour le meilleur.

Jacques DEMORGON

Bibliographie

- Agamben G. 2002. *Moyens sans fins. Notes sur la politique*. Payot.
- Bajoit G. 2010. *Pour une sociologie de combat*. Fribourg : Academic Press.
- Boucheron P. 2016. *Ce que peut l'histoire*. Paris : Collège de France, Fayard.
- Clastres P. 2011 [1974]. *La Société contre l'Etat*. Minuit.
- Demorgon J. 2016. *L'homme antagoniste XIV. Les structures des sports d'une forme de société à l'autre. XV. L'articulation des contraires dans les sports* (pp.153-171). *Économica*.
- Demorgon J. 2015. *Complexité des cultures et de l'interculturel. Contre les pensées uniques*. *Économica*, 5^e édition.
- Demorgon J. 2005. *Les sports dans le devenir des sociétés Médiations et médias*. L'Harmattan
- Dittmar N. 2017. *Simondon et le devenir*. Chemins de pensée. Nice : Éditions Ovidia.
- Elias N. Dunning G. 1994. *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*. Paris : Fayard.
- La Révolution prolétarienne*, n° 758, septembre 2007 - pages 3-6 : « La Planète des sports en trois mondialisations ».
- Morin E. 2008. *La méthode*. 2 vol. Seuil.



D'où vient l'argent ?

Abonnements, réabonnements, souscription:

Archivio Famiglia Berneri (Italie), Michel KERLING (27), Marius LIÈGE (86).

Morceaux choisis

Un processus sans fin

Comme l'a souligné l'un des *maestros* de l'*Escuelita*, la construction de l'autonomie « n'a pas de fin ». En dépit des avancées de l'autonomie, cette affirmation témoigne d'une salutaire conscience de l'incomplétude de l'expérience en cours. Mais elle dit davantage : la construction de l'autonomie ne pourra jamais être considérée comme parfaite et achevée. Ce qu'un tel geste écarte, c'est la prétention à créer une société idéale qui pourrait, un jour, proclamer avoir atteint son but et trouvé sa forme pleinement réalisée. Selon toute vraisemblance, une telle vraisemblance, une telle proclamation signifierait la *mort* même de l'autonomie, raison pour laquelle prendre conscience que celle-ci n'a pas de fin s'avère littérairement vital.

Affirmer l'impossibilité d'une réalisation achevée de l'autonomie est ce qui nous prémunit contre le risque d'une utopie normative qui prétendrait à la réalisation parfaite de principes définis préalablement et abstraitement. À l'inverse, il est indispensable d'admettre qu'il ne peut exister de réalité collective idéale, entièrement préservée des risques de conflit : ainsi, on ne saurait écarter, y compris dans un régime d'autonomies étendu à l'échelle planétaire, des contradictions toujours ouvertes entre les devenir des différentes communes, sans parler des risques d'incompréhension entre des collectifs culturellement très diversifiés, interagissant au sein d'un monde fait de multiples mondes. Par ailleurs, l'expérience zapatiste suggère la nécessité de remettre sans cesse sur le métier les formes mêmes de l'autonomie, afin de lutter contre toutes les déviations possibles, contre le danger toujours latent de séparation entre gouvernants et gouvernés ou contre le risque de pétrification de toute réalité instituée. La lutte contre ce qui pourrait porter atteinte à l'autonomie ne peut donc avoir de fin.

S'il y a bien quelque chose de surprenant dans l'expérience zapatiste, c'est la capacité à maintenir la fluidité des formes d'organisation collective. Tant dans les différents domaines d'activité (éducation, santé, production, etc.) qu'en ce qui concerne le fonctionnement des instances de gouvernement autonome, les pratiques ne cessent de se modifier et de s'adapter pour répondre aux difficultés rencontrées en cours de route. Pas de forme figée, pas de fétichisme de l'institué : prévaut au contraire une inquiétude permanente, faite d'insatisfaction, de vigilance face aux erreurs et

de capacité à les rectifier. Bref, il s'agit d'une expérimentation en quête de son chemin. À l'opposé des rigidités de l'institué, l'autonomie est une politique de la processualité qui construit/transforme incessamment les formes d'organisation collective, en même temps qu'elle est lutte permanente contre ce qui pourrait la remettre en cause (la dissociation gouvernants/gouvernés, la pétrification de l'institué, la prétention d'une réalisation achevée). Incapable d'atteindre jamais une forme pleinement réalisée et supposément idéale, l'autonomie est une politique sans fin.



Jérôme Baschet, « L'autonomie, ou l'art de s'organiser sans l'État », in *Misère de la politique – L'autonomie contre l'illusion électorale*, éditions divergences, 2017.



La technophilie contemporaine illustre à merveille les mécanismes de l'esprit totalitaire qu'Orwell dénonçait en son temps à propos de la russophilie aveugle des intellectuels : ceux qui empêchaient jadis l'esprit critique contre l'URSS sont aujourd'hui ces intellectuels idolâtres (ingénieurs, techniciens, politiciens, scientifiques...) qui interdisent de penser les ravages du machinisme. L'esprit critique est désormais éteint à l'égard de la machine comme il le fut autrefois pour tout ce qui concernait les formidables réalisations du Petit Père des Peuples : qu'on nous prépare un universel camp de concentration technologique (certes sous les atours spectaculaires du parc de loisirs) ne les choque pas plus que, dans les années 1930, la transformation de l'empire russe en un vaste goulag à ciel ouvert. C'est le même chantage « progressiste » aux lendemains qui finiront bien par chanter si tout le monde y met un peu du sien, pour peu que nous acceptions notre provisoire amputation pour atteindre au plus vite les paradis artificiels du stalinisme ou du transhumanisme, grâce à la dictature du prolétariat à l'époque, grâce à celle de la technoscience désormais.

Stéphane Leménorel présente *George Orwell ou la vie ordinaire, le passager clandestin*, 2017.

Misère du « subversivisme »

Comité invisible, *Maintenant*. Paris, La Fabrique, 2017, 160 p.



« Ce qui s’est passé au printemps 2016 en France n’était pas un mouvement social, mais un conflit politique au même titre que 1968 » (p. 60). Fanion nostalgique, la phrase claque au vent, comme sentence, pour finir par flotter, comme évidence, sur une subjectivité résolument assumée qui n’a rien à justifier de cette curieuse comparaison. Tout est dans la suite : « Cela se repère, nous dit-on, à ses effets, aux irréversibilités qu’il a produites, aux vies qu’il a fait bifurquer, aux désertions qu’il a déterminées, à la sensibilité commune qui s’affirme depuis lors dans toute une partie de la jeunesse, et au-delà. Une génération pourrait bel et bien se rendre ingouvernable. » Ces voyants-là ne voient que ce qu’ils veulent voir : un monde qui s’inventerait, dans les décombres du négatif, au pas de course des « émeutiers » d’un printemps héroïsés jusqu’à l’enflure.

On ne niera pas que ce « comité » à l’invisibilité relative est doué d’un certain savoir-faire. Il a fréquenté les textes des maîtres anciens, appris quelques techniques basiques de disqualification, cultivé ses fascinations pour le débordement, mixé ses apports sur la destitution, réduit le tout à la portion congrue de cette basse époque « fragmentée » et vendu sa seyante prose avec le succès qu’on sait. Dans les « open space » du commentaire chic, *L’insurrection qui vient* (2007) et *À nos amis* (2014) suscitèrent une curiosité (littéraire) évidente mais de mauvais présage quand on sait la nullité critique de ce petit monde. Dans les coursives de la « radicalité » choc, prompt à se chercher des managers conceptuels, l’enthousiasme fut, lui, majeur, ce qui n’est somme toute pas étonnant quand on connaît l’imaginaire qui la nourrit – et qui l’empêchera toujours d’envisager que l’activisme sans autre cause que la sienne propre n’est que l’autre face du spectacle, son grotesque contrepoint, sa pantomime.

Ab initio, l’affaire sembla, pour nous, entendue. Le

temps le confirma : sur le toboggan vertigineux de la confusion contemporaine, cette prose à giclée fixe, déclinée comme une série à saisons, nous laissa les yeux vides et l’esprit distrait. Elle ne cultivait, avec grandiloquence, que la pose. Qu’elle eût des adeptes, esthétiques ou frénétiques, ne nous étonna pas. Dans un monde où tout est déconstruit des anciens repères de la pensée et de l’action, le quelconque devient valeur d’usage. Et le succès s’impose, qui sanctifie ce trait d’époque.

Naturellement, la question se pose du pourquoi s’intéresser à cette troisième saison alors que les deux premières nous ont laissés de marbre ? Les raisons sont de deux types : la première, c’est que nous avons nous-mêmes, directement ou indirectement, tenté d’analyser les limites de ce curieux printemps 2016 [1]; la seconde, c’est que la manière purement avant-gardiste dont les experts du « comité » jugent de sa faillite atteste, d’une part, d’une arrogante courte vue dans l’exposé des motifs, et révèle, de l’autre, une pathétique prédisposition à faire du geste émeutier la seule réalité à laquelle devrait dorénavant se mesurer la justesse d’un combat. D’où la référence à « 68 »... ou plutôt à ses suites, son automne infini, dernière saison avant l’hiver des illusions et des renoncements.

« Les corps sont devant les écrans » (p. 7)... Autrement dit, la révolution attendrait qu’on la pousse, mais les corps manqueraient. Ça commence comme ça. Mal. Par un constat qu’on suppose axiomatique, mais qui ne fonctionne pas. Car, désormais, les corps ne sont pas seulement devant les écrans, mais *dans* le spectacle, à leur place, y compris quand ils s’agitent en tête des cortèges, cortèges que plus aucun appareil de contrôle ne contrôle réellement, c’est-à-dire physiquement. D’où cet espace ouvert aux apparences où se joue le grand jeu des fantasmagories. D’où, du même coup, la difficulté à saisir ce mouvement de balancier entre une offensive qui refuse l’affrontement et une retenue qui ne condamne pas l’acte de la pseudo-émeute. D’un côté, des « émeutiers » extatiques s’adonnant, à grandes lampées de *selfies*, à l’autocélébration de leur propre importance iconique ; de l’autre, des manifestants théoriquement pacifiques captant frénétiquement des images de casse pour les envoyer aux copains. En clair, il suffisait de voir pour comprendre que les corps étaient bien devant les écrans, mais au cœur du spectacle. Et, accessoirement, pour se convaincre que, « dans le monde *réellement renversé*, le vrai est un moment du faux » [2].

Si le mouvement du printemps 2016 ne déborda jamais de son impuissance, c'est cette incapacité qui fait, nous semble-t-il, question – et à tous les niveaux d'un dispositif où les manifestations, leurs « cortèges de tête » et « Nuit debout » parièrent, chacun à leur façon, sur sa supposée dynamique. Là, pourtant, n'est pas le sujet du « comité », qui s'en tient, de manière toujours subjectivement assumée, à une certaine « perception » qu'il a « du monde », son monde (p. 12). Visiblement, ce mouvement ne l'intéresse, sur ses marges, que comme élément de légitimation de sa propre stratégie discursive déclinée de livre en livre. Dit autrement, il ne s'agit pas, pour « le comité », de capter ce qui, peut-être, fit sa singularité – limitée, mais réelle – de mise en branle d'une résistance, mais d'intégrer à son imaginaire « insurrectionnaliste » ce qui, en son sein, peut l'alimenter. Trop autocentrée pour être honnête, la démarche apparaît surtout révélatrice d'une « radicalité » si entichée d'elle-même que sa « perception » du monde ne saurait être invalidée par aucune défaite, même instructive. Si, plus qu'un sens, les mots ont une fonction, pour « le comité », c'est de faire leçon au « peuple » manquant, aux syndiqués, à ceux « qui goûtent autour d'un canon de rouge le plaisir amer d'être toujours défaits » (p. 13), aux « esprits rationnels », aux « angoissés », à ceux qui « ont choisi de sauter du train, mais [qui] se tiennent sur le marchepied » (p. 17), à tous ceux qui furent là, mais comme morts. Ce léninisme du verbe, « le comité » le pratique avec cette morgue si caractéristique de l'avant-garde. Sûr d'avoir appris des situationnistes l'art de déplaire, il n'en a retenu que ce qu'il pouvait recycler, stylistiquement, comme procédé : une forme sans fond où le sens de la formule dissimule à peine, pour qui sait lire, un aristocratismes de la pire espèce.

Donc l'émeute : les « vivants » d'un côté ; les morts-vivants de l'autre... Le « subversivisme » d'époque fonde sa ligne sur son culte réitéré. Définie comme « intelligente », c'est-à-dire capable, « *d'un même geste* », de « désertion » et d'« attaque », d'« élaboration » (le « graffiti ») et de « saccage » (la destruction du symbolique publicitaire-marchand) (p. 85), cette émeute tant vantée relève d'un corps-à-corps sans frottement, d'une dialectique de l'avancée et de l'esquive, de la construction d'un monde réduit à une zone d'autonomie temporaire où tout est possible dans l'éphémère d'un instant. N'ayant d'autre but que de tenir l'espace du conflit, comme « Nuit debout » tenait la place, le principal caractère de ce simulacre d'émeute, fougueusement ritualisé, est de faire spectacle et, ce faisant, de substituer une impuissance singulière à l'impuissance générale. En s'inventant un supplément d'âme, en somme, au prétexte que le « parti de la rue » serait « tout » (p. 63).

Mais tout, c'est quoi ? Précisément quoi ? D'un côté, nous fûmes en présence, en ce printemps d'intensité somme toute variable, d'une dérive pseudo-émeutière cantonnée, et c'est heureux, à l'évitement, au refus de l'affrontement et à la théâtralisation. De l'autre, du côté de l'ordre, la mise en place d'une technique de contrôle déjà utilisée ailleurs – la « nasse » – fut suffisamment efficace, non seulement pour isoler les « émeutiers », mais pour prévenir les mort-vivants de l'arrière que le jeu devait cesser. Et il cessa avec cette pathétique démonstration de juin où, encadrés comme jamais, des manifestants ravalant leur honte tournèrent en rond autour de leur impuissance en arpentant tristement un parcours ultra-fliqué et nettoyé de tout incontrôlable. Une humiliation finale.

Alors ? Alors, « le comité » l'affirme : « Le long printemps français de 2016 aura établi cette évidence : l'émeute, le blocage et l'occupation forment la grammaire politique *élémentaire* de l'époque » (p. 31). Admettons l'évidence, en se méfiant des présupposés qui la fondent. Admettons, de même, que ce code grammatical mériterait d'être décliné autrement que comme consigne. Admettons surtout que, quelle que soit l'acuité du désir des « vivants », le blocage et l'occupation ne se commandent pas davantage que l'émeute. Ajoutons-y que la caractérisation de ce mouvement comme « une suite ininterrompue de débordements » (p. 61) est légitimante, mais sujette à caution, surtout quand ce débordement inclut, malgré les critiques pas toujours justes qu'on lui adresse, « Nuit debout » et même les hardis cégétistes de Douai-Armentières ou du Havre – ce qui ne va pas sans quelque indécence quand, page après page, on s'est employé à renvoyer le « Travailleur » (avec majuscule) et son obsolète lutte de classe au musée des antiquités. Une fois cela admis ou précisé, tout reste à dire des intentions.

Quand on s'abandonne par trop au « contemplatif », au « sublime » et à la « subjectivité », toujours vient un temps où « la mystique se dégrade en *bluff* »^[3]. C'est ce que Debord reprocha, en son temps et non sans raison, à Vaneigem. Il y de cela dans le prophétisme de bazar de *Maintenant* : la véhémence des jugements qu'il émet est à l'exacte mesure du creux des analyses qu'il produit et des penchants qui la portent. Si la dialectique peut casser des briques en carton-pâte, le « subversivisme » contemporain ne casse pas trois pattes à un canard. Dans l'esprit du temps, il en cultive les mantras : l'éternel présent – « Il n'y a jamais eu, il n'y a et il n'y aura jamais que du maintenant » (p. 16) ; la confusion des sentiments – « S'organiser véritablement n'a jamais été autre chose que s'aimer » (p. 47) ; le nihilisme – « La perte de tout espoir fonde aussi bien la condition de la pure révolte – celle qui ne cherche plus d'ap-

pui dans ce qu'elle nie et ne s'autorise que d'elle-même » (p. 110) ; le jeunisme – « Ne dites plus “Les jeunes ne croient plus en rien.” Dites : “Merde ! Ils ne gobent plus nos mensonges” » (p. 10) ; un certain relativisme – « Il faut tordre le coup au sens commun : les vérités sont multiples, mais le mensonge est un, car il est universellement ligué contre la moindre petite vérité qui fait surface » (p. 12). On pourrait encore citer, comme gages d'une certaine adéquation à l'époque, les allusions à *South Park*, à *Koh-Lanta* ou aux « *punchline* de rappeurs » et la qualification de « tags » pour désigner les graffitis principalement imaginatifs de ce printemps de la jeunesse « ingouvernable ». *Maintenant, c'est comme ça...*

Sur le fond, l'inspiration dudit « comité » peut apparaître diversifiée. On y trouve un renvoi à la revue *Invariance*, au *Livre des Psaumes* et, en plus des inévitables Foucault, Deleuze et Lyotard, des citations, des références au jeune Lukács, à Walter Benjamin, à Alberto Caeiro (hétéronyme de Fernando Pessoa) et à Franco Fortuni. Jamais cité mais immensément présent, le très prolifique Giorgio Agamben demeure, cela dit, la principale source d'inspiration du « comité ». Au point que tout ce qui, dans ce *Maintenant*, peut faire illusion de nouveauté ou d'originalité est emprunté à l'auteur d'*Homo Sacer* (et, plus occasionnellement, à Paolo Virno, lui non plus jamais cité). *Corps, fragmentation, êtres vivants, destitution, exode, désertion* : autant de pièces provenant du même agencement conceptuel et remises en état de marche politico-stratégique dans une perspective métaphysique de déprise, de disjonction, de désidentification. Avec, pour toile de fond, l'idée messianique de cette « communauté qui vient » (Agamben), et qui viendra d'autant que « la fragmentation du monde trouve un reflet fidèle dans le miroir en morceaux des subjectivités » (p. 137). Éloge de l'émeute, de l'indifférencié et du retrait dans un « toujours à reprendre » (p. 151) vers la création de nouvelles « situations » dont on assure par avance qu'elles seront « destituant ». Partant du constat, un rien grotesque, que ce pays serait « un crève-cœur pour les âmes sincères » (p. 52), mais visiblement peu convaincue de ses déjà longues errances, l'avant-garde se rassure en mode mineur : « Une force politique véritable ne peut se construire que de proche en proche et de moment en moment, et non par la simple énonciation de finalités » (p. 64). « Sabotage de grand style » mis à part, on n'est pas loin, cela dit, de cette mystique de la grâce « communiste » charpentant une certaine *Théorie du Bloom* ^[4] qui s'achevait, il y a treize ans, sur ces mots : « Ce texte est un pacte. Le protocole d'une expérimentation qui s'ouvre entre déserteurs. Sans qu'il n'y paraisse, sortez du rang. Maintenant. » *Invariance* quand tu nous tiens ! En ce temps-là,

Tiqqun citait ses sources, les mêmes que celles du « comité », son épigone et prolongement.

Il y aura toujours comme une limite dans la croyance que le bonheur – communautaire – éprouvé un moment, dans une lutte, suffirait à la rendre inoubliable. La communauté exige d'avantage que du simulacre pour rester dans les mémoires et, au-delà, favoriser le dépassement. Dans le cas qui nous occupe – ce soulèvement printanier de 2016 –, la question reste d'abord posée des faiblesses, puis des impuissances, d'un mouvement massif mais fragmenté, incapable de se penser en « nous » et, ce faisant, inapte par nécessité à se saisir du fil rouge de l'histoire des anciennes révoltes. Faire effort de lucidité, ce n'est pas survaloriser les aventures incertaines de l'excès (partiel) ou de la voie de sortie (obligatoire), mais admettre, une fois pour toutes, que cette « fragmentation » qu'on s'acharne à nous vendre, dans des adresses « aux amis », comme un bienfait est, en fait, la cause même d'un éclatement du collectif et d'une prolifération du tribalisme. Si tout reste à imaginer d'une convergence efficiente des refus dans un commun souhaitable, tout reste surtout à reconstruire des anciennes solidarités détruites, des anciens réflexes perdus, des anciennes aspirations à l'autonomie réelle.

À partir du moment où plus personne n'est capable d'occuper une usine, un lieu de travail à fonction identifiable (et pas même une fac), à partir du moment où disparaît ce levier essentiel de la seule destitution qui vaille, et avec lui toute possibilité d'extension d'un mouvement (social, et non politique) dont la force ne peut évidemment s'exprimer que de cette façon, à partir de ce moment-là, l'espace se fragmente en une infinité de « ZAD » où chacun joue, dans l'entre-soi, sa partition, démocratique ou « subversiviste ». Ce morcellement, cette conjonction d'individualismes en action, cette attirance pour le non-ensemble, ce refus pathologique de toute centralité causale, cette fuite vers l'incertain et l'indéterminé, cette prédisposition au clanisme désirant, furent autant de caractéristiques de ce printemps qui ne pouvait accoucher d'aucun lendemain.

Aucune grève générale n'a jamais été décrétée. On peut l'annoncer, on peut la souhaiter – comme on continue de la craindre, du côté des maîtres –, mais on ne la décrète pas plus qu'on ne l'enterre au prétexte imbécile que la « figure du Travailleur » (p. 89) (avec majuscule) aurait sombré avec « l'idée de précarité » (p. 19). Il faut être résolument postmoderne – et largement ignorant – pour faire fi de la multiplicité des « statuts » et des nombreuses formes de précarité que subissait le prolétariat à l'époque, très ancienne il est vrai, où il commença d'exister comme sujet, mais aussi comme force unifiante. Ce qui manque,

ce qui s'est largement perdu, ce qui surnage à peine, dans cette grande fragmentation du monde, c'est la figure de l'ouvrier conscient et, du même coup et corrélativement, le travail patient, quotidien, infini, de minorités agissantes capables, avec le temps, de faire prendre conscience à leurs frères de peine et d'exploitation – les travailleurs (sans majuscule) – qu'ils peuvent faire force commune, et davantage encore. Rien ne dit, même si l'hypothèse du déclin définitif est recevable, que, du désastre à venir, ne surgisse, un jour, du sein de ce prolétariat morcelé et aujourd'hui défait, une nouvelle conscience de sa force et de ses capacités résistantes. Car les tours et les détours de l'histoire sont infinis.

À défaut, il faudra admettre, comme les invisibles, que « l'essentiel se pass[ant] au niveau de l'infime » (p. 140), on pourra toujours potasser Agamben en cultivant son « communiste » jardin dans l'attente

d'une prochaine « émeute », aussi stérile que la précédente. Et la « radicalité » continuera de tourner en rond en se consumant dans sa nuit.

Freddy GOMEZ

Article tiré de l'excellent « bulletin de critique bibliographique » en ligne *A contretemps* : <http://acontretemps.org/spip.php?article630>

Notes:

[1] Voir « Un printemps en France ? », texte de *Temps critiques* et « Le balancier de l'illusoire » sur le site <http://acontretemps.org>.

[2] Guy Debord, *La Société du spectacle*, Folio Gallimard, p. 19.

[3] Internationale situationniste, *La Véritable Scission*, Fayard, 1998, p. 148.

[4] Tiqqun, *Théorie du Bloom*, La Fabrique, 2004.

◇ ◇ ◇

LES NÔTRES

Rolland Henault



Rolland Hénault est né le 25 mai 1940 à Saint-Valentin dans l'Indre. Il a été professeur de lettres en collège, à l'université et en maison d'arrêt. C'est aussi un écrivain et un journaliste pacifiste et anarchiste.

En 1976, il est le co-fondateur et le rédacteur en chef du mensuel *Le Provisoire*. C'est un journal de contre-information publié dans le Berry. Dénonçant notamment les pouvoirs politiques locaux, il a rencontré un grand succès (le tirage a atteint 7 500 exemplaires) mais a dû subir cinq procès en diffamation (à la suite de plaintes du ministre de la Défense nationale, d'un prêtre exorciste, d'un notaire et deux sbires d'un élu local) qui ont tous été perdus. En 1993, un dernier procès lui a été fatal.

Dans un tout autre genre, il est le co-fondateur de la revue régionale *La Bouinotte* en 1984. Il a tenu aussi des rubriques dans la presse de la région.

Il a écrit de nombreux articles dans la presse militante : *Le Libertaire*, *Le Monde libertaire*, *L'Union pacifiste*, *L'École émancipée*, *La Révolution prolétarienne*...

C'est un auteur prolifique. Il a publié 37 ouvrages : romans, poèmes, essais, pastiches de livres scolaires, de polars ou de grands classiques. L'humour est souvent au rendez-vous. Voici quelques exemples de ses livres. *Les mots pour le dire* (Éditions de l'Impossible, 2004) rassemble un choix de textes parus dans le journal *L'Écho*. Il y aborde des sujets d'actualité

et prend la défense des plus déshérités. *Le blues d'Eugène* (A à Z patrimoine, 2004) est un pastiche de polar rural. Dans la Creuse, un taulard et un flic retraités mènent l'enquête sur des vieillards mystérieusement disparus. Il raconte sa vie d'enseignant dans deux volumes : *L'école et moi : 1 : un demi-siècle dans les géôles de l'Éducation nationale* (Éditions de l'Impossible, 2009) et *L'école et moi : 2 : un demi-siècle d'anarchie douce dans l'Éducation nationale* (Éditions de l'Impossible, 2009). *L'histoire de Marie* (La Bouinotte, 2010) raconte le destin d'une paysanne qui a dû quitter la Bretagne pour venir travailler dans la Champagne berrichonne. Ce récit est aussi un hommage à une région qui s'est profondément transformée au cours du XX^e siècle. Ses *Œuvres presque posthumes* (Éditions de l'Impossible, 2013) évoquent avec humour la guerre et sa hantise de la mort.

Depuis 1976, il est le parolier de la chanteuse anarchiste Elizabeth. Il a participé avec elle à des spectacles sous le nom de Guimou de La Tronche.

Rolland était membre du CIRA de Marseille depuis 2005. À plusieurs reprises, il nous avait offert plusieurs exemplaires de ses livres. Il est décédé le 5 avril 2017 à Déols dans l'Indre.

Le CIRA de Marseille

<http://cira.marseille.free.fr/>

◇ ◇ ◇

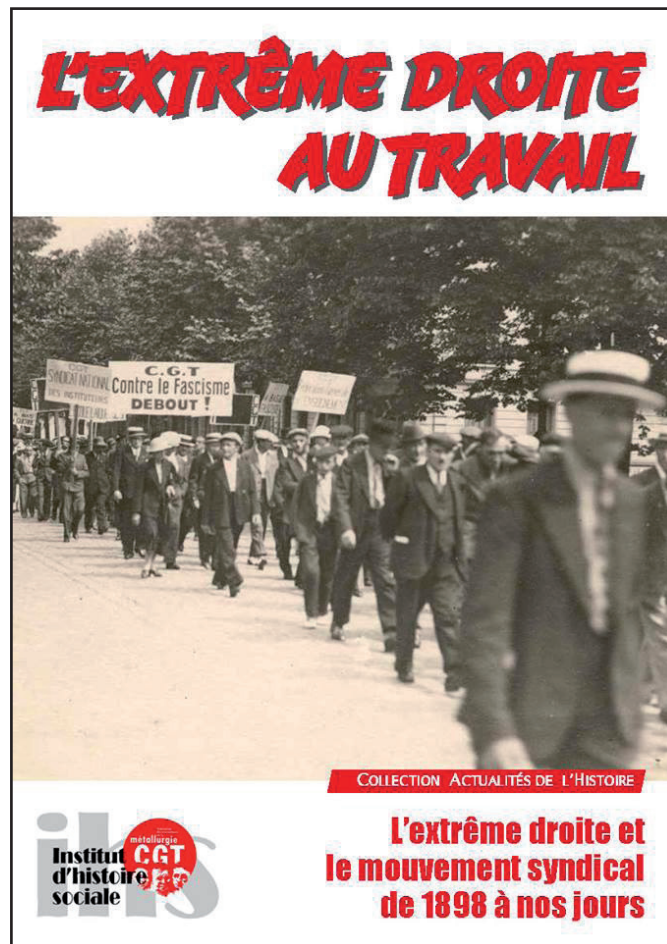
L'extrême droite au travail

L'idée de l'Institut d'histoire sociale de la CGT de faire une brochure sur l'histoire des tentatives d'infiltrations syndicales de l'extrême-droite est très bonne, malheureusement le résultat est assez malhonnête quand on y met sur presque deux pages (sur 16) la tendance « Syndicats » des années 30, que je ne défendrai surtout pas, mais qui n'est pas réductible au parcours sous Vichy de René Belin, une tendance qui pesait un tiers de la confédération unifiée et qui n'était pas fasciste, fort heureusement. Rappelons par exemple que René Belin et Georges Dumoulin, de « Syndicats », faisaient en 1938 partie du Comité de patronage de la Section française de *Solidarité internationale antifasciste*. C'est une question différente qu'une partie de la gauche politique et syndicale des années 1930 soit tombée dans la collaboration vichyste (et ça c'est un vrai problème, le plus souvent occulté). Soit on fait un travail historique sérieux (comme d'ailleurs le fait toujours l'IHS de Seine-Maritime dans ma région), utile aux jeunes, soit on règle de vieux comptes politiques quand on a pourtant soi-même bien des choses à se reprocher (sur la période incriminée aurait-on oublié le pacte germano-soviétique ?).

La trop brève partie consacrée au Front National (1 page) rappelle la tentative de création de syndicats « Force Nationale » en 1995 sous l'impulsion de Bruno Mégret. L'exclusion de celui-ci du FN et les dissolutions de « syndicats » FN prononcées par les tribunaux stoppèrent la tentative.

Enfin la conclusion me pose aussi problème: « *Il existe donc bien une frange « conservatrice » parmi le salariat qui se reconnaît dans ces valeurs : Un anticommunisme virulent... »* . 1) Parler de frange réactionnaire du salariat c'est acter, voire légitimer l'extrême droite en son sein. 2) Parler d'anticommunisme c'est toujours jouer à cache-cache avec l'antistalinisme de militants ouvriers qui, eux, n'ont rien de réactionnaires.

Au lieu de disqualifier explicitement, mais par un amalgame *a posteriori*, une tendance « anticommuniste » de la CGT unifiée des années 30 à l'occasion d'une brochure sur l'extrême droite en terrain syndical, au lieu de dire qu'il y a une « frange » qui constituerait une base sociale ouvrière à cette extrême-droite, et au lieu de s'appuyer sur le vieux concept commode d'anticommunisme au risque de disqualifier plus implicitement les éléments antistaliniens de « l'avant-garde » ouvrière (dont certains



sont d'ailleurs à la CGT), les rédacteurs auraient pu s'intéresser au développement des convergences rouges-brunes dont le milieu militant CGT n'est pas toujours totalement exempt (campisme poutinien, conspirationnisme, quenelles et C^{ie}) à des fins plus efficacement pédagogiques.

La brochure est librement téléchargeable sur le site <http://www.visa-isa.org>. Quelles que puissent être les réserves portées à cette brochure, nous continuerons bien évidemment de soutenir VISA (*Vigilance Initiatives Syndicales Antifascistes*) dans son combat syndical contre l'extrême droite.

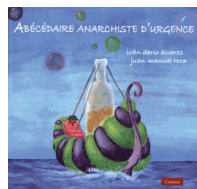
S.J.

Une collection de *La R.P.* de 1954 à 1972 (Donation Daniel Guérin) est au F.A.C.L. du Musée de l'histoire vivante de Montreuil: http://www.museehistoirevivante.fr/IMG/pdf/facl_inventaire_1.6.pdf

Les librairies militantes intéressées par un dépôt de la revue nous le disent en envoyant un mail à redactionrp@gmail.com

Livres

Iván Darío Alvarez, Juan Manuel Roca, *Abécédaire anarchiste d'urgence*, Marseille, éditions L'atinoir, 2017, 200 p.



Le premier des auteurs est marionnettiste et auteur de pièces de théâtre pour marionnettes, le second est poète, et aussi essayiste, journaliste et romancier ; tous deux sont sud-américains, plus exactement colombiens. Adapté et traduit par Annick Stevens, leur abécédaire a traversé l'Atlantique pour proposer une joyeuse, originale et foisonnante introduction aux idées anarchistes aux plans artistique et politique qui tient plus de la contre-culture que de l'histoire des idées politiques.

Un bref prologue précise bien leurs intentions : « Face à la mort du socialisme réel et aux sociétés du spectacle qui se nourrissent du règne hégémonique du capitalisme sauvage et consumériste, le cœur rouge et noir se dresse une fois de plus avec courage, s'efforçant de créer des foyers de résistance alternative et culturelle qui fassent s'envoler à nouveau l'imagination sociale dans toutes les luttes qui traversent le présent. »

Une première partie présente « l'anarchisme de A à Z » - pas moins. Plus prosaïquement, de A comme A cerclé, abolitions, absolutisme, absurdités, etc., à Z comme zodiaque et zoologiques – mais pas zapatistes, évoqués à la lettre Y, comme « Ya basta ! » –, les deux colombiens sélectionnent pour chaque lettre de l'alphabet quelques mots dont ils donnent une définition toute personnelle, entre révolte, poésie et humour. Par exemple, ce qu'ils écrivent de la belle manière pour zodiaque : « Ce non-savoir selon lequel, dès avant notre naissance, nous étions déjà anarchistes et notre destin était régi par un signe libertaire imprévisible. Qu'une lune et une étoile noires, délirant à deux, continueraient à nous montrer de leur lumière intermittente la voie inépuisable de la libre pensée. » Pour d'autres, la majorité, ils illustrent le terme par une citation d'un auteur reconnu, ou non d'ailleurs, comme libertaire. On y retrouve la plupart des classiques de l'anarchisme, de Emma Goldman à Voline, en passant par Bakounine, Kropotkine, Malatesta, Louise Michel, Rocker, etc., mais aussi des personnalités moins connues comme Anna Mahé, l'une des compagnes de Libertad et collaboratrice de *l'anarchie*. Y figurent aussi écrivains et philosophes divers et variés, pour la plupart que l'on n'est pas surpris de trouver là, y compris Karl Marx déclarant : « La seule chose que je sais c'est que je ne suis pas marxiste. » Plus contestable, on se demandera ce que vient faire là un écrivain aussi éloigné des idées libertaires que Ernst Junger. Plus

heureux et plus logique, on y croiera avec bonheur des humoristes décapants, d'Ambrose Bierce à Groucho Marx en passant par Pierre Desproges.

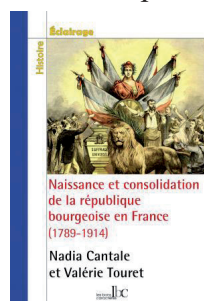
La seconde partie propose des « biographies anarchistes », de l'activiste états-unien des années 1960 Abbie Hoffman à l'écrivain britannique mort en 1836 William Godwin. Il y a peu de surprises dans ce florilège qui mêle artistes, militants et penseurs, sauf un curieux ordre alphabétique qui tient compte du prénom, et pas du nom, Abbie Hoffman se retrouvant ainsi en tête à la lettre A... On regrettera aussi qu'Albert Camus soit qualifié de « membre de la Fédération anarchiste » - ce qu'il ne fut pas –, mais cette petite erreur pourra être facilement rectifiée lors d'une réédition.

Enfin, pour l'épilogue, les auteurs donnent la parole à Benjamin Péret : « Poète, c'est-à-dire révolutionnaire ». Les maîtres d'œuvre de ce volume ne pouvaient pas trouver mieux pour conclure...

Louis SARLIN



Nadia Cantale et Valérie Touret, *Naissance et consolidation de la république bourgeoise en France (1789-1914)*, les bons caractères, coll. « Éclairage », 2017, 128 p.



La Révolution de 1789 est présentée classiquement comme « bourgeoise ». Il est plus rare de mettre en perspective un siècle de combats pour que ladite bourgeoisie impose son hégémonie et assure la consolidation de la république après les réactions monarchiste et bonapartiste. Ce sera l'époque de la « république radicale », à la veille de la Première Guerre mondiale, où les radicaux exerceront le pouvoir contre la classe ouvrière.

Ce petit livre pédagogique y parvient bien en montrant comment la bourgeoisie montante doit à la fois combattre les reliquats et les tentatives de restauration de l'ancien régime tout en utilisant le cas échéant la force du plus grand nombre pour s'imposer, mais en sachant garder la main, avec une claire conscience aussi bien de ses intérêts que des rapports de force en présence. Dans la constitution de la domination bourgeoise à la française, une mention spéciale doit être attribuée au bonapartisme qui, au moins pour un temps, saura concilier démagogie, envol du capitalisme et régime autoritaire fondé sur la peur de la bourgeoisie devant le spectre de la révolution.

Le rapide survol de ce siècle de combats de classe

est passionnant et invite à comprendre que l'histoire de la France de cette période peut, et doit, se lire à travers cette grille d'analyse comme le fit Marx dans ses études sur les luttes de classes en France de 1848 à 1871. En 1900, analysant la situation du socialisme en France, Rosa Luxemburg est donc fondée à écrire : « La république a eu enfin pour la première fois les moyens de se maintenir assez longtemps pour pouvoir mener une existence normale et prouver à la société bourgeoise qu'elle sait s'adapter à ses intérêts d'une façon plus brillante que n'importe quelle monarchie au monde. »

Un tel volume appellerait une suite, de 1914 à nos jours. On y retrouverait sans doute la constance de la bourgeoisie française à vouloir « moderniser » l'économie et ses difficultés à le faire, entre alliance de classes à ménager et crainte renouvelée d'un mouvement gréviste spontané (1936, 1968, 1995)...

L.S.



Federico Mastrogiovanni, *Ni vivants ni morts – La disparition forcée au Mexique comme stratégie de terreur*, Métailié, 2017.



Journaliste et documentariste italien vivant au Mexique depuis 2009, l'auteur enquête sur les disparitions au Mexique, souvent considérées comme liées à la « guerre contre la drogue » menée par le gouvernement mexicain et les agences fédérales états-uniennes contre de puissants cartels. Comme tous les observateurs,

il constate leur ampleur, mais n'est guère convaincu par les explications officielles qui aboutissent à « criminaliser les victimes ». Il rencontre donc les rares survivants et les associations de familles de victimes, celles de défense des droits de l'homme et les journalistes, les médecins ou les psychologues qui travaillent dans ce domaine. Ainsi, le docteur Florès retient l'estimation officielle de 60 000 morts et de 10 000 disparus durant le dernier mandat présidentiel. Une famille mexicaine étant en moyenne de 5 personnes, cela fait 350 000 personnes directement touchées ; si chaque famille a un cercle d'amis de 10 personnes, on arrive au chiffre de 3 500 000 personnes affectées par cette situation de violence. « Dans un contexte où la disparition est devenue banale, où les tortures, les décapitations, les homicides, les massacres sont désormais monnaie courante, écrit-il, la capacité d'indignation diminue [...] la résistance des gens à la violence tend à s'effriter et à disparaître. » (p. 130)

La disparition des 43 étudiants d'une École normale dans l'État du Guerrero, en septembre 2014, a eu un retentissement international et remis en cause

la thèse officielle. In fine, derrière la « guerre contre la drogue », l'opinion publique internationale commence à deviner ce qui se joue au Mexique. Pour l'auteur, « semer la terreur dans la population fait partie d'une stratégie qui favorise les intérêts d'entreprises multinationales »¹. Signalons également, même si ce problème n'est pas au centre du livre, les assassinats d'une dizaine d'activistes et de journalistes d'opinion et d'investigation depuis le début de cette année². Selon Reporters sans frontières, le Mexique figure au 3^e rang des pays les plus dangereux pour les journalistes, après la Syrie et l'Afghanistan.

Sans doute, le Mexique est-il en train d'inventer, d'une manière particulièrement tragique, des liens nouveaux, complexes, et souvent incestueux entre l'État et les forces répressives, les entreprises multinationales et le crime organisé. Malgré cette situation dramatique, c'est aussi le pays de l'EZLN et des zapatistes qui représentent une des rares expériences permettant de penser un au-delà de la tyrannie capitaliste³, illustrant la célèbre remarque de Walter Benjamin selon laquelle « c'est seulement à cause de ceux qui sont sans espoir que l'espoir nous est donné ».

L.S.

1. Lire dans *La R.P.* n°797, le « morceau choisi » du livre que nous reproduisons, p. 31.

2. Dernier en date, l'assassinat de Javier Valdez, pigiste de l'AFP et correspondant du quotidien *La Jornada*, dans la ville de Culiacan, le 15 mai 2017. Lire : http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/05/15/javier-valdez-un-journaliste-specialiste-du-narco trafic-assassine-au-mexique_5128137_3222.html.

3. Lire Jérôme Baschet, *Adieux au capitalisme*, La Découverte, 2014.



Alexandre Berkman, *Le mythe bolchevik, Journal 1920-1922*, Klincksieck, 2017.



Compagnon d'Emma Goldman, dont nous avons déjà parlé dans la *R.P.* n°776 pour ses souvenirs sur la même période, Alexandre Berkman, anarchiste américain d'origine russe, expulsé des États-Unis, témoigne au jour le jour sur son parcours en Russie bolchevique, les actions face à la grève de la faim des prisonniers anarchistes russes, le comportement

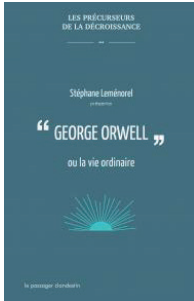
de la Tcheka, etc. Lors de l'insurrection de Kronstadt, il écrit à Zinoviev pour demander un « accord à l'amiable ». Le chapitre de sa visite à Kropotkine est assez creux (« *J'ai vite réalisé que Piotr ne se sentait pas libre de s'exprimer en présence des visiteurs anglais. La conversation a par conséquent gardé un caractère général* »).

Il s'agit d'une réédition (ce qui explique mon impression de déjà lu) dans une nouvelle traduction, comprenant le chapitre conclusif qui ne fut publié qu'en 1925. Dans cette conclusion l'auteur n'est plus conciliant mais est désormais sans appel : « *Il est im-*

pératif de démasquer la grande illusion (...), d'en expliquer la véritable nature, de dévoiler la menace qui se cache derrière (...). Le bolchevisme est du passé. L'avenir appartient à l'homme et à sa liberté ».

S.J.

◆
George Orwell ou la vie ordinaire présenté par **Stéphane Leménorel**, le passager clandestin, coll. « les précurseurs de la décroissance », 2017.



Volume après volume, la collection des « précurseurs de la décroissance » s'enrichit d'un nouvel auteur attendu dans ce domaine avec cet opus sur l'auteur de *1984* et de *La Ferme des animaux*. Dire que cela paraît justifié serait peu dire et l'on se félicite de voir Orwell et son œuvre abordés sous ce prisme.

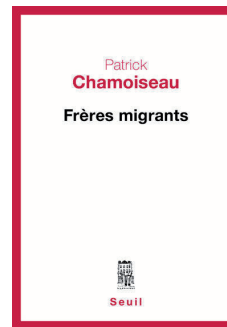
D'autant que Stéphane Leménorel a bien construit sa présentation à laquelle renvoie son choix de textes autour de deux thèmes majeurs : la question de la langue, essentielle pour Orwell, et celle de la machine industrielle. C'est donc un petit livre à lire avant de se plonger dans l'œuvre d'Orwell lui-même, en particulier les quatre volumes des *Essais, articles, lettres* qui sont bien mieux qu'une autobiographie pour comprendre son parcours et qui contiennent des textes aussi fondamentaux que remarquablement écrits. Celui-ci ne disait-il pas lui-même : « Le véritable ennemi, c'est l'esprit réduit à l'état de gramophone, et cela reste vrai que l'on soit d'accord ou non avec le disque qui passe à un certain moment. »

Un regret, toutefois. Le présentateur, dans sa volonté d'inscrire à juste titre l'auteur du *Quai de Wigan* parmi les précurseurs de la décroissance, ramène trop ce dernier à des considérations actuelles dans un vocabulaire présent. Ainsi quand il compare les adeptes de la technophilie contemporaine aux thuriféraires du Petit Père des Peuples¹. L'aveuglement, volontaire ou non, des uns et des autres ne fait pas le moindre doute, mais la nature de ce dernier est difficilement comparable. En particulier, il se contente d'une comparaison facile mais délaisse les raisons profondes qui font que les réflexes staliniens perdurent dans nombre de milieux qui n'ont pas pu, su ou voulu s'en défaire. Il aurait été plus judicieux d'inscrire Orwell dans une tradition minoritaire du socialisme britannique qui part des luddites, continue avec William Morris et se poursuit encore dans les années 1960-1970 avec Edward P. Thompson. Mais cela aurait nécessité de tenir compte de cette histoire-là du mouvement ouvrier que certains décroissants ignorent ou minimisent encore...

L.S.

1. Lire un court extrait de ce passage en morceau choisi ici même, p. 15.

Frères migrants, Patrick Chamoiseau, Éditions Seuil (138 pp.)



Devant les tragédies que connaissent les migrants, « quand un inacceptable surgissait quelque part », le regretté Edouard Glissant appelait Patrick Chamoiseau pour lui dire : « On ne peut pas laisser passer cela ! » et il répétait : « On ne peut pas. »

Que peuvent, en effet faire des poètes, sinon engager les hommes à vivre leur vie poétiquement. La poésie est une énigme : chant, musique, mais aussi cri de résistance.

Aujourd'hui, la Méditerranée est devenue un *cimetière marin*, à cause des naufrages. Naufrages des radeaux. Noyades. Camps et bivouacs provisoires sur les côtes. Barbelés en Hongrie. Calais perpétuellement démantelé.

La paix néolibérale fabrique les errances des miséreux, leur fusillade.

Pour Patrick Chamoiseau, « des cris habitent les nuances secrètes du vent ». Des cris d'horreur... Pour le poète, la mondialité nous murmure « qu'il n'y a rien à accueillir en dehors de soi-même » : la menace ne naît pas de l'autre – la fameuse altérité dont se gargarisent les humanistes de salon – mais de la notion identitaire.

Quitte à scandaliser les identitaires, « la vocation d'une nation est ici d'accueillir toute la misère dont la rendent comptable son expérience, son ampleur fondatrice, sa décence historique ».

On peut observer que des pays – pas forcément prospères – ont accueilli bien plus de malheureux que certains autres où régnait une insolente prospérité.

Un proverbe caribéen qui réjouira les internationalistes dit : *Zyé pa tini bayè* (les yeux n'ont pas de frontières).

Surtout, trop souvent, les références aux Droits de l'Homme, s'effritent, s'effondrent devant la tyrannie des droits nationaux qui disposent, pour chaque individu, du fait de vivre et de sa manière de vivre. Il s'agit d'acquiescer par de nouveaux moyens que les politiques doivent inventer, une aisance planétaire multi-transculturelle. Mais à condition de savoir que, pour cet espoir, tous les combats sont liés : ceux pour la liberté de croire ou de ne pas croire, comme de discerner la suprématie mortifère et conjuguée du politique, de l'économique et du religieux quand ils se relient pour aliéner les hommes.

J'aime que Patrick Chamoiseau évoque les premières pages de *Terre des hommes*. Le romancier se rappelle dans ses vols nocturnes, avoir distingué d'étranges lucioles (pour reprendre la belle formule

Brèves

d'Aimé Césaire) : agglomérations, villages, femme et hommes. Ici, médite un philosophe, « un astrologue étudie la nébuleuse d'Andromède ». Là, un instituteur met debout ses élèves. Ailleurs, un couple s'aime, non pour fermer mais pour ouvrir sa maison.

Oui, la solidarité est aussi un fait. Un enfant ne saurait être privé du droit à une enfance heureuse. Les hommes et les femmes ont droit au bonheur. Chamoiseau souhaite que les Constitutions nationales ou supranationales soient élaborées en ce sens.

L'origine caribéenne de Patrick Chamoiseau lui donne un point de vue singulier et passionnant pour se situer dans l'espace, quand on connaît l'alliance qui fut fréquente entre la Traite, les navigateurs et les planteurs souvent adeptes des Lumières.

Il conclut que, depuis toujours, des consciences ont œuvré pour cette cause. Il cite Pasolini, Edgar Morin, les chasseurs du Manden¹, Villon, Césaire, Char, Rabelais, Abdelwahab Meddeb, Achille Mbembe, Fabienne Brugère, Moustaki, Frankétienne, Brassens, Montaigne, Rimbaud, Rilke et tant d'autres...

Jean MOREAU

1. Au XIII^e siècle, au Mali, ceux-ci élaborent une Déclaration aux douze parties du monde qui préfigure celles des Droits de l'Homme.

◆
Livrer sur demande: Quand les artistes, les dissidents et les Juifs fuyaient les nazis, Marseille, 1940-1941, Varian Fry, Agone 2017.



Nous signalons rapidement la sortie au format de poche d'un livre publié chez le même éditeur en 2008: des souvenirs de Varian Fry qui racontent une filière d'évasion à Marseille vers les USA de centaines d'intellectuels en danger en 1940-41 (artistes, socialistes, etc). Le style est vraiment très agréable à lire, ce qui, il faut bien le reconnaître,

n'est pas toujours le cas dans ce genre de publications. Notre ami Charles Jacquier complète le livre d'une longue postface: « Une lueur vive dans la nuit ».

Après que Fry fut expulsé de France, son travail continua sous la direction de son bras droit, le pivertiste Daniel Bénédicté. Les souvenirs de celui-ci, publiés il y a 33 ans (*La Filière marseillaise : Un chemin vers la liberté sous l'Occupation*), viennent d'être réédités en 2017 (nous en reparlerons). Ils complètent le superbe témoignage de Fry.

S.J.



T'es de mon groupe ?

L'AFIS (Association Française pour l'Information Scientifique a pour but de « *défendre l'esprit scientifique contre la menace d'un nouvel obscurantisme* ». Sa revue, *Science... et pseudo-sciences* publie articles et dossiers très argumentés, généralement rédigés par des spécialistes du CNRS, de l'INRA, et d'institutions d'enseignement supérieur, en France et à l'étranger. Signalons, dans son n° 320 (avril-juin 2017) un dossier sur la situation difficile des scientifiques et de la science en Russie aujourd'hui. Son éditorial est très critique vis-à-vis du site Décodex du Monde : « *Dans un premier temps, le site Doctissimo apparaît classé en rouge [fausses informations]. Seulement voilà, le groupe Le Monde vient d'établir un partenariat avec Doctissimo pour lancer le magazine Sens & santé [...] Étrangement, le Décodex a, depuis, requalifié le site Doctissimo, qui passe ainsi en vert.* »

AFIS : <http://www.pseudo-sciences.org/>

Frédérique

Une cérémonie d'hommage à Frédérique Mulot-Castaldi, secrétaire générale adjointe de la section CGT des Archives nationales de Fontainebleau et élue au CHSCT, tuée à l'âge de 51 ans par son conjoint, a été organisée le mardi 8 août 2017 sur le site des Archives nationales de Fontainebleau. Depuis le début de l'année 2017, 78 femmes sont tombées sous les coups de leur actuel ou ancien compagnon.



Archives numérisées de *La Révolution prolétarienne*

La collection de *La R.P.*, de 1925 à 1939 est en libre accès sur internet :

- incomplète, mais avec possibilité de recherche chronologique, sur *Gallica*, la bibliothèque numérique de la Bibliothèque Nationale de France :

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb34387382s/date>.

- complète mais sans présentation (simple liste de fichiers pdf) sur le site du **Centre de recherche pour l'alternative sociale (CRAS) de Toulouse** :

<http://cras31.info/spip.php?article50>.

Les 100 premiers numéros d'après-guerre (1947-1955) sont accessibles sur le site <http://archivesautonomies.org>, au format pdf librement téléchargeable : <http://archivesautonomies.org/spip.php?article1657>

Quelques numéros épars postérieurs à 1955 sont téléchargeables sur <http://cras31.info> ou sur notre blog <https://revolutionproletarienne.wordpress.com>.

Morceaux choisis

Le conformisme dès l'origine inhérent à la social-démocratie n'affecte pas seulement sa tactique politique, mais aussi ses vues économiques. C'est là une des causes de son effondrement ultérieur. Rien n'a plus corrompu le mouvement ouvrier allemand que la conviction de nager dans le sens du courant. À ce courant qu'il croyait suivre, la pente était selon lui donnée par le développement de la technique. De là il n'y avait qu'un pas à franchir pour s'imaginer que le travail industriel, qui s'inscrit à ses yeux dans le cours du progrès technique, représente un acte politique. Chez les ouvriers allemands, la vieille éthique protestante du travail réapparut sous une forme sécularisée. Le programme de Gotha porte déjà les traces de cette confusion. Il définit le travail comme « la source de toute richesse et de toute culture ». À quoi Marx, animé d'un sombre pressentiment, objectait que celui qui ne possède d'autre bien que sa force de travail « est nécessairement l'esclave des autres hommes, qui se sont érigés [...] en propriétaires. » Ce qui n'empêche pas la confusion de se répandre de plus en plus, et Josef Dietzgen d'annoncer bientôt : « Le travail est le Messie des temps modernes. Dans l'amélioration [...] du travail [...] réside la richesse, qui peut maintenant accomplir ce qu'aucun rédempteur n'a accompli jusqu'à présent. » Cette conception du travail, caractéristique d'un marxisme vulgaire, ne prend guère la peine de se demander en quoi les biens produits profitent aux travailleurs eux-mêmes, tant qu'ils ne peuvent en disposer. Elle n'envisage que les progrès de la maîtrise sur la nature, non les régressions de la société. Notamment une approche de la nature qui rompt sinistrement avec les utopies socialistes d'avant 1848.»

Walter Benjamin, « Sur le concept d'histoire », cité in Agnès Sinai présente Walter Benjamin face à la tempête du progrès, Le passager clandestin, 2017.



La logique [d'Albert Cossery] paraît simple et d'une cohérence implacable : un monde délabré et immoral ne promet que des gens sans valeur. En conséquence de quoi les bas-fonds recèlent des trésors pour qui sait les distinguer. Or le « beau monde », celui qui exerce le pouvoir, chez qui s'accumulent prestige et richesse et qui s'enorgueillit de ses privilèges, sert d'aimant à la plupart, incapables d'en saisir l'imposture. Sans le savoir, des imbéciles, sans conscience mais confiants dans leur statut, participent avec une vanité insane à la reproduction de la domination des idiots dont ils sont d'éminents représentants. Avec assurance, ils agissent comme s'ils étaient les émissaires d'une vénérable fatalité, qu'ils croient venue du fond de l'histoire, ou même tombée du ciel. Seul le sage voit clair parmi ce jeu de dupes et décide, afin de se soustraire à la mécanique sans fin de la reproduction sociale, de se tenir à l'écart..

Rodolphe Christin, *Le Désert des Ambitions – Avec Albert Cossery*, L'échappée, 2017.

Rappels et souscription permanente

Quelques camarades dont l'abonnement arrive à expiration, ne l'ont pas encore renouvelé. Certains ont même plusieurs mois de retard. Nous leur demandons de bien vouloir se mettre à jour.

Depuis sa création en 1925, par Pierre Monatte, la RP ne cesse de défendre ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Il nous paraît important que nous puissions encore faire entendre leur voix, librement, dans nos colonnes...

C'est grâce à vous toutes et vous tous que la RP peut continuer à vivre en toute indépendance. Sans l'encaissement des abonnements et sans la souscription permanente, ce ne serait pas possible. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

Les Amis de *La R.P.*

Roms Prolétaires...

C'est par les réseaux sociaux que Juliette Keating et moi-même avons appris le 28 juillet 2016 au soir l'expulsion par la police, venue en force, de 13 familles Roms qui habitaient depuis plusieurs années dans un local, anciennement industriel, au 250 boulevard de la Boissière à Montreuil. Le lendemain, les familles s'étaient installées devant la mairie, manifestant ainsi leur certitude que le maire était responsable de leur expulsion, exécutée sur ordre de la préfecture sans que le diagnostic social obligatoire fût établi et sans aucun préavis. Les pelleteuses et autres engins de démolition n'attendirent pas deux jours pour entrer en action à la Boissière, détruisant les bâtis existants et lançant ainsi l'opération immobilière prévue sur la zone. Quelques mois auparavant un incendie très localisé s'était déclenché dans le local occupé par les familles Roms, incendie survenu après des « travaux de sécurité » demandés par la mairie. La suite est classique, un arrêté de péril, pris par le maire, sert de prétexte à l'expulsion.

Le 30 juillet la police chassait les Roms de la place de la mairie, des barrières étaient posées. Avec leurs pauvres affaires sauvées de la Boissière, avec les enfants si jeunes et démunis, les familles trouvaient refuge sur la petite place Anna Politkovskaïa... Depuis l'expulsion tous, femmes et enfants, bébés dormaient à ciel ouvert pendant que les hommes faisaient le guet pour les protéger des agressions et menaces.

Après une errance désespérante dans Montreuil, chassés et harcelés quotidiennement, après des tentatives d'occupation de locaux vides réprimées par

une police zélée et gratuitement violente, seule une famille élargie a accepté un hébergement d'urgence en Seine-saint-Denis. Quatre mois plus tard, on leur proposait un hôtel encore plus éloigné de Montreuil et des conditions minables de confort qu'ils refusaient, préférant le retour à la rue dans Montreuil. Les autres, lassés des « solutions » d'hébergement d'urgence qui n'avaient d'autre but que de les éloigner de la ville, sont parties passer l'hiver en Roumanie. Toutes les familles sont revenues à Montreuil et se sont « posées » sur une contre-allée peu fréquentée, le long du cimetière. C'est à Montreuil qu'ils se sont construits une activité professionnelle qui, même si elle est précaire, est meilleure que ce qui leur est permis en Roumanie. Et c'est à Montreuil que leurs enfants sont nés. Les « dispositifs » d'urgence procurés par « le 115 » s'avèrent fragiles, inadaptés à une vie de famille et très onéreux pour l'État.

En septembre 2016, cinq enfants étaient scolarisés en primaire à Montreuil et un adolescent était collégien. La vie à la rue a eu pour résultat une déscolarisation progressive et on a pu constater un découragement des enseignants devant les difficultés liées à l'apprentissage de la langue dans les conditions de vie des familles expulsées.

Un an après l'expulsion, la situation n'ayant pas évolué dans la seule voie qui doit s'imposer, le logement des familles, il est temps de tenter de comprendre les enjeux politiques. Le Maire de Montreuil préside une association d'élus PC de la couronne parisienne. Ils ont publié une charte rejetant la responsabilité des « campements sauvages » sur l'État représenté par la Préfecture. Mais le jeu des préfets est transparent, en charge d'exécuter la politique du gouvernement, elle se contente de venir distribuer des OQTF (Obligation de quitter le territoire français).

La situation que nous avons rencontrée à Montreuil se reproduit partout aux abords des grandes villes, Lille, Marseille, Lyon. Les expulsions de campements reproduisent le même scénario, police en force, destruction des lieux de vie, jet à la benne des affaires que les familles n'ont pas le temps de rassembler. Ces expulsions ne tiennent aucun compte des condi-



tions climatiques, aucun compte des enfants en bas âge, des femmes enceintes. Cette violence suscite évidemment des mouvements de solidarité dans la population mais peu de personnes sont prêtes à subir les rigueurs de la loi que prétendent leur opposer les autorités régnautes !

Le rôle des associations de défense des Roms est aussi décevant. Plus préoccupées de faire connaître la culture tsigane, privilégiant les manifestations folkloriques ou culturelles, leur aide matérielle sur le terrain est inexistante. On s'est rendu compte que les ressources des associations étant constituées essentiellement par des subventions attribuées par les collectivités locales, la fragilité de ce financement et une gestion souvent peu transparente n'aident pas à une action militante au service des familles en déshérence.

Montreuil fait partie des villes de Seine-Saint-Denis qui ont créé une société d'économie mixte baptisée Est Ensemble dont le but est de prendre en charge la politique de mise en œuvre du Grand Paris en contrepoids à la politique des gouvernements successifs. Ce que l'on nomme du barbare nom de *gentrification* trahit la volonté de transformer les villes en spéculant sur le foncier et la construction. Le « Grand Paris » est une trop belle occasion de profiter de la spéculation immobilière. Cette spéculation, si elle génère des profits éhontés pour certains a pour effet mécanique le rejet des populations pauvres contraints de rechercher un habitat toujours plus loin de la métropole.

Malgré les efforts de médiatisation que nous avons faits, publication d'une quarantaine d'articles dans le blog de Juliette Keating sur Mediapart, illustrés par mes photographies, un article dans *La Chronique*, le mensuel d'Amnesty, le maire de Montreuil est resté muet et sourd à toute demande. Nous savons maintenant qu'il gère la ville d'une manière autoritaire, la moindre opposition lors de la tenue des conseils municipaux lui fait déclarer le huis clos. Pourtant la municipalité PC - Front de gauche prône des idéaux de solidarité et ne manque aucun abri-bus pour l'afficher.

Le choix politique d'embourgeoiser la population de Montreuil, aura pour effet de changer la donne électorale au profit d'une société plus soucieuse de son confort que d'une solidarité avec les plus démunis. Choix surprenant se la part d'élus se revendiquant de gauche.

Si les premiers jours qui ont suivi l'expulsion des familles « de la Boissière », un élan de solidarité s'est spontanément mis en place, le temps passant, les enthousiasmes se sont émoussés, la lassitude s'est manifestée. Les familles se sont mises à mendier dans le centre de Montreuil, leurs enfants auprès de leur maman. Pourtant, alors qu'elles vivaient à la

Boissière, avaient leurs activités professionnelles de chiffonniers, mécaniciens, ferrailleurs, elles ne mendiaient pas.

Il est aussi indéniable que cette situation de pauvreté exacerbe les réactions hostiles, celles de personnes mal informées ou plus gravement de personnes ouvertement racistes.

Comme le montrent Éric Fassin, Carine Fouteau, Serge Guichard et Aurélie Windels dans leur livre *Roms & riverains - Une politique municipale de la race* (La fabrique éditions), le but de ces politiques est « *Ne pas laisser vivre, sans pour autant faire mourir.* » *Telle serait finalement la vocation des Roms en France et au-delà, dans l'Europe néolibérale : entre déchet économique et rebut politique, soit à la fois ce que l'on jette et rejette, vivre la vie invivable à laquelle la politique de la race les condamne aujourd'hui.* »

Nous avons appris à mieux connaître les traditions tziganes, noué des relations avec des personnes tziganes, roms et lu ces mots qui font mal. Lire politique de la race fait froid dans le dos comme d'entendre, en septembre 2016, une femme d'un certain âge entrer dans la mairie de Montreuil, voyant les familles rassemblées devant le bâtiment avec leurs poussettes, leurs chargements, et crier : « *dommage qu'Adolf ait pas fini le travail* » !

Souvent associée à la politique d'accueil des migrants, la situation des Roms n'est en réalité pas comparable. Les familles qui vivent à Montreuil depuis de longues années sont composées de citoyens européens. Depuis 2014 les restrictions au droit du travail qui leur étaient opposées ont disparu. Laisser à la rue des familles entières, sans autre ressource que les marchés des biffins, la vente des objets glanés dans les poubelles de nos villes, est contraire aux droits humains élémentaires définis dans toutes les conventions internationales. Combien d'années faudra-t-il attendre pour que le maire de Montreuil daigne répondre à nos attentes ; loger 60 personnes dans une ville de 120 000 habitants ?



Gilles WALUSINSKI



Souvenirs...

C'est avec émotion que j'ai répondu à la demande de la *RP* d'écrire sur ces familles roms de Montreuil, écrire dans ce journal à la suite de mon père, Gilbert Walusinski. Toute mon enfance à Paris a été marquée par ces amis de mon père, de mes parents. Pierre Monatte que Gilbert m'emmena voir le soir de sa retraite à la sortie du journal *France-Soir*, Alfred Rosmer qui nous rendait souvent visite, chez qui nous allions, l'été, à Perrigny. Daniel Martinet dont mes parents étaient proches, intimidés par le chirurgien auquel ils me confiaient pour différentes opérations dans mon enfance. Tous ces noms que j'entendais, sans bien savoir le sens qui se cachait là, cerce Zimmerwald notamment. Des noms de ceux que mon père, à ce que je comprenais, ne partageait pas toutes les idées, Louzon, Charbit... Mais aussi tous les autres amis que j'ai connus, Roger Hagnauer et sa femme Yvonne, la maison des enfants de Sèvres, Nicolas Lazarévitch, Maurice Chambelland qui m'offrit mon premier appareil photo en 1952, sa fille Colette que mes parents voyaient jusqu'à son décès. Parmi ces souvenirs, celui de la visite que nous avait rendu Pierre Aubery, l'auteur des « lettres d'Amérique » dans la *RP*. Enfin Raymond Guilloré chez qui j'allais encore en vacances

dans le Var quand sa femme Charlotte s'y était installée. De tout ces souvenirs émouvants, je ne peux oublier l'amitié de mon père avec Albert Camus et le « GLI » ; le groupe des liaisons internationales et de leur militantisme pour l'abolition de la peine de mort.

Gilles WALUSINSKI



◇ ◇ ◇

Après Charlottesville : le mal en pleine vue, le mal caché

Les événements de Charlottesville et Donald Trump

La manifestation nocturne de centaines de nazis américains portant flambeaux et accompagnés d'une milice armée, le meurtre d'une manifestante antifasciste, la réaction ambiguë de Trump, clarifiée par sa conférence de presse impromptue du 15 août : « de braves gens » chez les néo-nazis, « violence des deux côtés » ; et puis le général Lee, commandant en chef des forces esclavagistes contre la République, mis sur le même plan que le général Washington, commandant en chef de l'armée de la Révolution et premier président du pays. (La statue de Lee déboulonnée de son socle sur décision du conseil municipal servait de prétexte pour la manifestation nazie.)¹

Il est possible que tout cela marque un tournant dans notre histoire, ou plutôt deux tournants opposés. Le choc que ces événements ont provoqué dans une grande partie de la population a pu donner lieu à une prise de conscience. On commence peut-être à voir dans le swastika étalé sur le drapeau des manifestants la vraie nature du « nationalisme blanc » ainsi que celle, enfin, de notre président.

« On », c'est-à-dire l'Amérique blanche. L'Amérique de couleur le savait depuis longtemps. La haine des gens de couleur exprimée par des mots, par des gestes ou par des armes, y compris celles de la police, est devenue « normale » aux États-Unis depuis l'élection. Ou presque normale. Mon journal local fait état d'une augmentation d'incidents de nature raciste au lycée de la petite ville d'Easthampton (16 000 habitants, voisine de Northampton), depuis l'élection présidentielle : swastikas, insultes, élèves menacés de déportation par leurs camarades de classe, etc. À tel point que la ministre de la justice du Massachusetts a ordonné une enquête, et qu'à la suite de cette enquête le procureur a dû prendre une série de mesures diverses². La maire d'Easthampton se dit persuadée que ces problèmes ne sont pas propres au lycée de sa ville : « Si vous croyez que ça ne se passe pas dans votre commune, regardez deux fois, parce que ça se passe partout. »

Ce qui a choqué à Charlottesville, c'est que la plupart des contre-manifestants agressés étaient blancs, tout comme d'autres habitants terrorisés de la ville, tout comme la contre-manifestante tuée. La croix gammée, les cris de « Heil Trump ! », des slogans comme *blood and soil* (le sang et le sol), l'antisémitisme ouvertement exprimé³, n'ont pas de quoi plaire à la masse des Américains. Sept grands chefs d'entre-

prise, comme ceux de Merck, Walmart, etc. qui sont normalement des piliers du parti du président, ont quitté ses conseils consultatifs sur l'industrie et l'économie après la conférence de presse du 15 août qui a suivi Charlottesville. (« Très bien, tweete Trump, je dissous ces conseils », et d'ajouter quelques mots désobligeants sur les partants.) Une bonne dizaine de sénateurs de son propre parti, dont certains élus dans les États du Sud, ont dénoncé sa réaction ; le sénateur républicain du Tennessee, un allié politique du président dans le passé, est allé jusqu'à se demander publiquement si Trump était encore capable ou même digne d'être Président. Sans parler du sénateur démocrate de Hawaï qui a exprimé son « dégoût » en concluant *This is not my president*. Les chefs de l'état-major ont publié une condamnation de racisme peu après la conférence de presse du 15 août mais en s'abstenant de nommer Trump ; le Comité National du Parti Républicain, une semaine plus tard. Trump, qui ne tolère pas la critique, s'en prend violemment à des élus de son propre parti. Il est maintenant, dit un commentateur, le Président de... Trump.

Et de sa base, faut-il ajouter. Dans un grand meeting « de campagne » à Phoenix (Arizona), son discours décousu mais incendiaire⁴ a galvanisé des milliers de personnes à l'intérieur de la salle, même s'il y avait probablement autant de protestataires anti-Trump dehors, sinon plus.

Il faut se garder d'être trop optimiste : la vaste majorité des élus Républicains sont restés muets, après tout. S'il n'y a que 37 % de l'électorat qui approuve globalement la présidence Trump (un chiffre proche du taux d'approbation de Nixon après Watergate), seulement 57% la désapprouvent (voir le site Fivethirtyeight.com.) Des projets de loi destinés à entraver l'action des protestataires, surtout chez les Noirs (le mouvement « Black Lives Matter » est visé) et les Amérindiens (pensez aux manifestations contre le pipeline à Standing Rock) ont été introduits dans un certain nombre d'États du Sud et de l'Ouest ; en Caroline du Nord, un projet approuvé par la Chambre de cet état dispensera de peine le chauffeur d'une voiture qui faucherait un manifestant. Une fois votées, ces lois seraient-elles constitutionnelles ? On verra bien. En attendant, Trump persiste et signe : il vient de gracier le sheriff voyou Joe Arpaio, condamné par les tribunaux pour avoir violé les droits constitutionnels des citoyens – Latinos, en l'occurrence – et pour avoir défié les ordres du tribunal. Le président l'a félicité. Il

laisse donc entendre à la police et aux autres agents du gouvernement qu'ils peuvent ignorer en toute impunité les ordres des magistrats⁵. Surtout quand il s'agit d'immigrés et de gens de couleur. Il n'y aura donc plus aucune limite au pouvoir présidentiel, estime le *New York Times*, puisque le pouvoir judiciaire sera nul dans la pratique.

Les déclarations de Trump, renforcées par ce pardon, pourraient aussi marquer un tournant pour les néo-nazis, qui osent déjà montrer leur visage au lieu de le cacher sous la cagoule du Ku Klux Klan et qui se sentent maintenant autorisés à se manifester davantage. Comme le dit si bien Timothy Snyder⁶, Trump a rendu aux nazis américains trois services pour lesquels ils l'ont remercié. (David Duke, raciste avéré, ancien Grand Wizard du Klan, a été particulièrement reconnaissant.) Il a normalisé leur idéologie, il a excusé leurs actions, et il leur a fait espérer qu'il s'en prendrait à leurs adversaires la prochaine fois que l'Amérique serait frappée par le terrorisme. Les nazis américains, dit encore Snyder, rêvent d'un autre incendie du Reichstag, d'un moment de terreur où le Président montrera ses vraies couleurs et son opposition pourra être écrasée⁷.

Manifestation néo-nazie à Boston le samedi 19 août, le soi-disant *Free Speech Rally* (meeting pour la liberté de parole). Le jour précédent, un de leurs chefs de file avait annoncé qu'il allait parler à plusieurs universités le semestre prochain ; au moment où j'écris ces lignes, une grande manifestation de « nationalistes blancs » est prévue à Berkeley sur le campus de cette prestigieuse antenne de l'université de Californie, connue pour ses tendances progressistes. Les contre-manifestants se mobilisent.

Comprendre la loi

La loi américaine diffère nettement de la loi française. La liberté d'expression ici est sacrée. On peut exprimer n'importe quelle opinion, même la plus odieuse, et manifester librement en sa faveur. Elle est protégée par le Premier Amendement à la Constitution (1791) : « Le Congrès n'adoptera aucune loi . . . pour limiter la liberté d'expression, de la presse ou le droit des citoyens de se réunir pacifiquement. » Cette restriction du pouvoir du Congrès a été étendue aux États par le Quatorzième Amendement (1868) et la jurisprudence l'étend à tout autre organisme officiel. On estime que si tel gouvernement pouvait interdire la parole fasciste, tel autre pourrait interdire tout discours oppositionnel – la parole socialiste, par exemple. À part les lois sur la diffamation et sur les menaces physiques, seule la présence d'un *clear and present danger*, d'un danger évident et immédiat posé par la parole, peut justifier d'imposer une limite à la liberté d'expression : on n'a

pas le droit, par exemple, de semer la panique dans un théâtre bondé en criant « au feu ! » lorsqu'il n'y pas trace d'incendie.

Ainsi, la ville de Boston, malgré la déclaration de son maire (« Nous ne voulons pas de vous ici ! »), s'est vue obligée d'accorder un permis de manifester le 19 août aux « nationalistes blancs » comme aux contre-manifestants. Seule interdiction : porter des armes. Pas même un bâton pour brandir une pancarte n'était autorisé. L'opposition s'est organisée un peu partout. À la suite d'un meeting antifasciste de quelque 800 personnes devant la mairie de ma petite ville située à 170 km de Boston, des co-voiturages se sont organisés pour permettre aux participants de rejoindre les protestataires ; un solide contingent de manifestants est ainsi parti vers 5h 30 du matin pour arriver à temps. Le rôle de la police de Boston était de séparer les deux camps pour empêcher toute violence. Après la manifestation où 40 000 antinazis ont presque fait oublier la présence de quelques dizaines de suprématistes blancs vite partis, le préfet de police a déclaré que « 99,9 % de ceux qui étaient là l'étaient pour de bonnes raisons, c'est-à-dire pour lutter contre le fanatisme et la haine »⁸. Ceci dans une ville avec un lourd passé raciste. On peut dire la même chose pour d'autres grandes villes où des manifestations anti-suprématistes ont eu lieu le même jour : Atlanta, Chicago, Dallas, Houston, la Nouvelle Orléans.

La destruction de l'Amérique

Moins visible, mais non moins grave que la menace néonazie et les attaques de Donald Trump contre les normes démocratiques est son démantèlement des agences gouvernementales et de tout un ensemble de protections que l'État offrait à sa population.

Trump contre son peuple : Jusqu'ici le Congrès, pourtant majoritairement Républicain, n'a pas réussi à voter une loi qui abolirait l'Obamacare et donc l'assurance maladie de quelque vingt millions d'Américains. Encore un grief de Trump contre son propre parti, car l'abolition d'Obamacare et son remplacement par « quelque chose de formidable » était une promesse de sa campagne. Mais le gouvernement essaye de limiter l'accès à l'avortement et même à la contraception en supprimant les subventions autant qu'il le peut, notamment à Medicaid⁹. Dans le budget que Trump propose, il y aura aussi sept milliards de dollars en moins pour le Department of Housing and Urban Development, l'agence gouvernementale censée donner l'accès au logement de ceux qui ont du mal à payer le prix du marché. (Trump prévoit en même temps une augmentation massive du budget militaire, 15 milliards pour la construction de sa Grande Muraille sur la frontière mexicaine... Mais

dans la « réforme » des impôts, les milliardaires paieraient moins.) Le Ministère du Travail avait une règle, instituée par le gouvernement Obama, qui étendait aux employeurs de 4,9 millions d'ouvriers l'obligation de payer les heures supplémentaires 50% de plus que le salaire ordinaire ; cette règle va être abolie.

Trump contre son pays : Nombre de nos magnifiques parcs nationaux, l'orgueil du pays depuis plus d'un siècle et demi, vont voir leur superficie réduite et être livrés au forage pétrolier, à l'exploitation du bois et à l'élevage, selon Ryan Zinke, Secretary of the Interior, département qui est chez nous censé protéger ces parcs. Le précédent Secretary of Energy était un Prix Nobel de Physique ; l'actuel, c'est l'ignare Rick Perry, ancien gouverneur du Texas qui n'a qu'une idée en tête : le développement des ressources énergétiques pétrolières. L'homme nommé pour diriger le bureau scientifique du Department of Agriculture n'a aucune connaissance en la matière : Sam Clovis est un ancien animateur d'une émission télévisée droitière, négationniste du réchauffement planétaire et un de ceux (comme Trump) qui soutenaient que le Président Obama était né en Afrique. Puis il y a Scott Pruitt. J'ai déjà parlé de lui ici : chef de l'Environmental Protection Agency, à la solde des grosses entreprises pétrolières, c'est l'ennemi juré de l'agence dont il a la charge et qu'il a souvent attaquée en justice. Ayant annoncé qu'il ne croit pas que les gaz de serre soient responsables du réchauffement planétaire, il entreprend d'abolir tout règlement qui vise à limiter la pollution atmosphérique, qu'elle vienne du charbon ou du pétrole, et, en passant, de supprimer les règlements sur l'industrie chimique. Dorénavant, l'eau potable le sera beaucoup moins.

Trump n'a que « l'amour du pays » à la bouche. Et nous, qui aimons vraiment notre pays, nous

sommes écœurés.

David BALL

Northampton, Massachusetts. dball@smith.edu

Notes

1. Trump : *They want to take down Lee's statue?! Who's next, Washington?*
2. L'école avait considéré chaque incident comme « isolé » ; à la fin, lorsqu'elle a puni des élèves noirs pour avoir riposté aux insultes par des coups, une grève des élèves et des plaintes portées par des parents dont les enfants avaient peur d'aller en classe ont alerté les autorités.
3. Un slogan scandé par les « nationalistes blancs » : *You cannot replace us!* (« Vous ne pouvez pas nous remplacer »). À Charlottesville, ce *YOU* a fréquemment été prononcé *JEW* (juif) – cela rime en anglais – donc *Jew cannot replace us!* (« Juif, vous ne pouvez pas nous remplacer ! ») et à chaque fois que le nom du maire juif de Charlottesville était prononcé, il y avait des cris de *Jew ! Jew !*
4. Il a tonné surtout contre les médias. « Pour moi, le meilleur moment du meeting, dit un téléspectateur, c'est lorsque je regardais Trump me dire que [la chaîne] CNN avait éteint ses caméras alors que je regardais le meeting en direct sur CNN. »
5. Trump avait déjà déclaré que si la police cognait contre leur voiture la tête des voyous (*the bad guys*) qu'elle arrêterait, ce ne serait pas une mauvaise chose.
6. Professeur d'histoire à Yale University. Trois de ses livres sont traduits en français. Je traduis ici quelques phrases de son article paru dans le *New York Times* du 19 août.
7. Snyder : « Nous pouvons choisir d'oublier ces slogans et ces événements d'avant la Deuxième Guerre Mondiale, mais les Nazis américains se souviennent de l'histoire à leur façon et le Président aussi. Les statues des confédérés sudistes qu'il admire ont été fabriquées vers le début du 20e siècle, à l'époque où Hitler admirait les États-Unis à cause de ses lois ségrégationnistes et où le père de M. Trump était arrêté à un meeting du Klan. . . Le slogan de Trump *America First* [la devise des isolationnistes des années trente], est un appel à une Amérique alternative, une Amérique qui aurait pu réellement exister, une Amérique qui ne se serait pas battue contre les Nazis. »
8. Il n'empêche qu'il y a eu vers la fin des heurts entre la police et les contre-manifestants.
9. Medicaid, c'est l'assurance maladie pour les plus démunis, subventionnée par les fonds publics ; « autant qu'il le peut » car la Cour Suprême a décidé en 1973 que l'interdiction de l'avortement constitue une violation de la Constitution. (Décision bien connue chez nous : Roe versus Wade.)



Manifestation antifasciste à Boston

La Révolution prolétarienne

REVUE FONDÉE PAR
PIERRE MONATTE

Parmi les collaborateurs (trices) depuis la création

Pierre Ajavon
Pierre Aubery
David Ball
Louis Bercher (J. Péra)
Daniel Béresniak
Marthe Bigot
Christophe Bitaud
Marcel Body
Roger Bossière
Fritz Brupbacher
Jean-Louis Bureau
Albert Camus
Maurice Chambelland

Alexandre Chliapnikov
Julien Chuzeville
Ferdinand Charbit
Ante Ciliga
Michel Collinet
Jean et Josette Cornec
Robert Debré
Clément Delsol
Jacques Demorgon
Maurice Dommanget
Jean Duperrey
Max Eastman
Nicolas Faucier
Jacques Faure
Gaston Ferdière
Jean-Paul Finidori
Gabriel Fontenoy
Félix Franc
Jacques Gallienne
Baptistin Giauffret
Freddy Gomez
Daniel Guerrier
Robert Guihéneuf (Yvon)

Raymond Guilloiré
Marie Guillot
Daniel Guérin
Roger Hagnauer
Rolland Hénault
Paul Heutching
Albert-Vincent Jacquet
Stéphane Julien
Georges Lamizet
Roger Lapeyre
Nicolas Lazarévitch
Fernand Loriot
Robert Louzon
Jean Maitron
Marcel Martinet
Jean-Daniel Martinet
Albert Memmi
Louis Mercier-Vega
Ida Mett
Pierre Monatte
Jean Moreau
George Orwell
Jean-Kely Paulhan

Magdeleine Paz
Henry Poulaille
Laurent Préziosi
Vincent Présumey
Jacques Reclus
Pierre Rimbert
Marc Rosentaub
Alfred Rosmer
Pierre Roubin
Simon Rubak
Jacques Ruffié
Louis Sarlin
Victor Serge
Jacques Simon
Boris Souvarine
Urbain Thévenon
Alain Tizon
Julien Toublet
Pierre Verhas
Gilbert Walusinski
Simone Weil



Les pêcheurs du port de Zarzis (Tunisie) rassemblés le 6 août 2017 contre l'accostage du navire C-star (extrême droite anti-migrants).

Abonnements – Réabonnements (23 euros)

(précisez si c'est un nouvel abonnement pour nous aider à mettre à jour plus vite le fichier du routage)

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Pour l'abonnement, je règle :23 €

En plus de mon abonnement, j'alimente la souscription permanente en versant : €

Total : €

Chèque postal ou bancaire, à l'ordre des Amis de la Révolution Prolétarienne CCP : 8044 64 Y PARIS, adressé à Stéphane JULIEN, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville